



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

43 COM

WHC/19/43.COM/5A
Paris, 20 mai 2019
Original : anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Quarante-troisième session

**Bakou, République d'Azerbaïdjan
30 juin - 10 juillet 2019**

**Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine
mondial et des Organisations consultatives**

**5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et sur la mise
en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial**

RÉSUMÉ

Ce document présente, de manière synthétique, les activités et les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques au regard du résultat escompté défini dans le Programme approuvé 39 C/5 depuis la 42^e session, qui s'est tenue à Manama (Bahreïn) en 2018. L'accent a été mis sur les résultats des activités qui ne sont pas traitées dans les documents de travail et d'information préparés pour la 43^e session. Des informations complémentaires sur l'ensemble des activités du Centre du patrimoine mondial sont consultables à l'adresse <https://whc.unesco.org/fr/activites/>.

Projet de décision : 43 COM 5A, voir Point VII.

I. INTRODUCTION

1. Ce document présente un rapport sur les principales activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial et leurs résultats depuis la 42^e session du Comité du patrimoine mondial (Manama, 2018). Il suit le format requis par la 37^e session du Comité du patrimoine mondial (Phnom Penh, 2013), qui vise à mieux refléter le résultat escompté 1, défini dans le Programme et budget approuvé 39 C/5 (2018-2019).
2. Le rapport se compose d'une partie narrative, complétée par cinq annexes. La partie narrative présente la structure actuelle du Centre du patrimoine mondial et les progrès accomplis vis-à-vis des résultats définis dans le document 39 C/5. Le tableau de l'annexe 1 recense les activités entreprises pour atteindre les « 5 C » (crédibilité, conservation, renforcement des capacités, communication et communautés) ainsi que les résultats obtenus, conformément à la décision **34 COM 5A** du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010). L'annexe 2 présente un suivi des Décisions adoptées à la 42^e session. L'annexe 3 contient une liste des réunions relatives au patrimoine mondial. Un rapport sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial figure à l'annexe 4. L'annexe 5 présente un inventaire des partenariats du patrimoine mondial.

II. OBLIGATIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

3. Le Centre du patrimoine mondial (ci-après le « Centre » ou le « Secrétariat ») est dirigé par une directrice (niveau D-2) qui est secondée, depuis la réorganisation du secteur de la Culture le 5 novembre 2018, par une directrice adjointe (niveau D-1). Le Centre comprend cinq unités régionales qui concourent à la mise en œuvre de la Convention en Afrique, dans les États arabes, en Asie-Pacifique, en Europe-Amérique du Nord et en Amérique latine-Caraïbes, une unité chargée des politiques et des réunions statutaires, ainsi qu'une unité du patrimoine mondial pour la nature, le tourisme durable et la sensibilisation, mise en place en 2018. Depuis la réorganisation du secteur de la Culture fin 2018, le Centre comprend également une équipe qui se consacre uniquement aux questions relatives aux propositions d'inscription. Comme toutes les autres conventions culturelles, pour la préparation de ses réunions, le Centre bénéficie du soutien logistique de l'Unité des partenariats, de la communication et des réunions. Par ailleurs, deux référents rattachés au Centre sont également intégrés à la structure de l'Unité administrative du secteur de la Culture.
4. Actuellement, le Centre compte 28 postes permanents financés au titre du Programme ordinaire : un poste de directeur et un poste de directeur adjoint, 18 postes professionnels et 8 postes d'agents des services généraux. De plus, 28 postes sont financés par des contributions volontaires / en nature. Plusieurs postes ont été financés grâce au généreux soutien de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Hongrie, du Japon, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, du Qatar, de la République de Corée, de la Slovaquie, de la Suède et de la Turquie, sous forme de détachements, d'administrateurs auxiliaires / experts associés ou de prêts non remboursables ou par des contributions au sous-compte dédié aux ressources humaines.
5. Le document WHC/19/43.COM/14 contient des informations détaillées sur l'utilisation du budget de l'exercice biennal 2018-2019 ainsi qu'une proposition budgétaire concernant le Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice 2020-2021.

III. RESULTAT ESCOMPTE

6. Les activités du Centre s'inscrivent dans la Stratégie à moyen terme (2014-2021) et visent le résultat escompté 1 du Programme et budget approuvé pour 2018-2019 (39 C/5) : « **identification, protection, suivi et gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972** ».
7. Ce résultat escompté comporte cinq indicateurs de performance (IP) :
 - IP 1 Bonne gouvernance de la Convention de 1972, comme en témoignent les résolutions/décisions prises par les organes directeurs
 - IP 2 Nombre de biens du patrimoine mondial dans lesquels les capacités de conservation et de gestion sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2
 - IP 3 Nombre d'acteurs de la société civile, dont des jeunes et des femmes, qui contribuent à la conservation des biens du patrimoine mondial et à l'éducation au patrimoine mondial dans le cadre de projets et initiatives de l'UNESCO
 - IP 4 Nombre de biens du patrimoine mondial dans lesquels les ODD et la politique de développement durable du patrimoine mondial sont intégrés dans la conservation et la gestion
 - IP 5 Nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des listes indicatives et pourcentage de propositions d'inscription conformes aux conditions prescrites
8. Une attention particulière est portée aux deux priorités globales de l'UNESCO, l'Afrique et l'égalité des genres, dans toutes les activités du Secrétariat, ainsi qu'aux jeunes et aux petits États insulaires en développement (PEID).

Indicateur de performance 1 : organes directeurs

9. Il n'y a pas eu de nouvelle ratification de la Convention depuis la 42^e session.
10. Le Centre a assuré la bonne organisation de la 42^e session du Comité du patrimoine mondial (Manama, 2018). 42 documents ont été préparés par le Secrétariat (31 documents de travail et 11 documents d'information) et distribués dans les délais réglementaires.
11. Suite à la recommandation de son Groupe de travail sur le budget, le Comité a approuvé, à sa 42^e session, la « Stratégie de mobilisation des ressources et de communication » et a examiné, entre autres questions, les recommandations du Service d'évaluation et d'audit (IOS) contenues dans l'étude comparative des formes et modèles pour l'utilisation de services consultatifs par les instruments et programmes internationaux.
12. 19 nouveaux biens ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et 157 rapports sur l'état de conservation des biens ont été examinés.
13. Le rapport des décisions adoptées a été mis en ligne le 12 juillet 2018 à l'adresse : <http://whc.unesco.org/fr/sessions/42COM/>. Les enregistrements vidéo de la session sont également disponibles sur le site Internet du Centre.
14. Par la décision **42 COM 12A**, le Comité a décidé de prolonger le mandat du groupe de travail ad hoc, composé de membres du Comité et d'au maximum deux non-membres par groupe électoral, pour étudier différentes possibilités de réforme du processus de proposition d'inscription et proposer des recommandations en vue

d'accroître l'équilibre et la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial. Son mandat prévoit également l'examen des modalités de recours éventuel aux services consultatifs d'autres entités ayant l'expérience et les connaissances requises, conformément aux règles et règlements de l'UNESCO, en plus des trois Organisations consultatives actuelles.

15. Le groupe de travail ad hoc s'est réuni plusieurs fois depuis la fin de la 42^e session. Le Centre lui a fourni des informations générales avant la première réunion de travail et lui a, par la suite, apporté son aide lorsque cela était nécessaire. Le rapport du groupe, avec notamment ses recommandations, est présenté dans le document de travail WHC/19/43.COM/12A.
16. En organisant des réunions d'orientation pour les membres du Comité et des réunions d'information pour tous les États parties, le Centre continue d'aider les membres du Comité et les États parties à se préparer pour les sessions du Comité (décision **35 COM 12B**) et leur permet de mieux comprendre les questions relevant des principales procédures statutaires comme les processus de proposition d'inscription, le suivi réactif et les questions de procédure. La première réunion d'orientation en vue de la 43^e session du Comité, dirigée par le Président du Comité, doit se tenir le 29 mai 2019, comme la réunion d'information. Des informations sur le budget seront également présentées, à la demande du Comité. La deuxième réunion d'orientation est prévue pour le 30 juin 2019, juste avant la 43^e session.
17. Un numéro spécial de la revue Patrimoine Mondial sur le Bahreïn a été publié en amont de la 42^e session du Comité du patrimoine mondial, en collaboration avec les autorités bahreïnes, et largement diffusé. Un numéro spécial de la revue Patrimoine Mondial sur l'Azerbaïdjan est en cours de production en vue de la 43^e session, ainsi qu'une nouvelle édition de la carte du patrimoine mondial.

Indicateur de performance 2: renforcement des capacités

18. Les capacités des États membres et des autres parties prenantes dans le domaine du patrimoine mondial ont été renforcées au moyen d'activités déployées dans toutes les régions, en coopération avec les centres de catégorie 2 compétents, les bureaux hors-siège de l'UNESCO, les Organisations consultatives et d'autres partenaires. Des informations plus détaillées sont disponibles dans le tableau de l'annexe 1 au présent document et dans le document WHC/19/43.COM/6. Ci-dessous sont présentées quelques-unes de ces activités :
19. Le deuxième Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial a été organisé par les autorités bahreïnes, le Centre et l'ICCROM du 21 au 28 juin 2018 (Manama, Bahreïn) sur le thème « Gestionnaire de sites du patrimoine mondial : rôle, responsabilité et besoins de renforcement des capacités ». Ont notamment participé à ce Forum 44 représentants de biens du patrimoine mondial situés dans 33 États parties (Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Barbade, Belize, Botswana, Burkina Faso, Chypre, Cuba, États-Unis d'Amérique, Italie, Jordanie, Lesotho, Lituanie, Malaisie, Malawi, Mali, Myanmar, Norvège, Pakistan, Pologne, République de Corée, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Suède, Turquie, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) ;
20. Dans le cadre des activités de renforcement des capacités pour le troisième cycle de rapports périodiques, une série d'ateliers a été organisée afin de former les référents nationaux et les gestionnaires de sites de la région des États arabes, en collaboration entre l'ARC-WH, centre de catégorie 2, et le Secrétariat. Un atelier préparatoire pour la région Afrique a également été organisé à Nelspruit (Afrique du Sud) en collaboration avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) et le ministère sud-africain des Affaires environnementales ;

21. Le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial a organisé un atelier de renforcement des capacités portant sur la collecte de fonds, la sensibilisation, la communication et la gestion de projet à l'intention des chefs d'équipe de l'Initiative du volontariat pour le patrimoine mondial. L'atelier s'est tenu à l'UNESCO (Paris) du 12 au 15 mars 2019, en présence de 10 femmes et 8 hommes chefs d'équipe des campagnes de volontariat de 16 pays, représentant les 5 régions ;
22. La 7^e réunion annuelle de coordination des instituts et centres de catégorie 2 liés au patrimoine mondial de l'UNESCO a été tenue à Bahreïn (22-23 avril 2019) pour discuter, entre autres, du cadre de collaboration entre les centres de catégorie 2 et l'UNESCO, et de la mise en œuvre du troisième cycle de rapports périodiques ;
23. Le Centre a renforcé son partenariat avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF, centre de catégorie 2) par le biais d'un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités. Un atelier national sur la gestion des risques de catastrophe sur les sites du patrimoine mondial en Afrique du Sud a été organisé en collaboration avec le ministère sud-africain des Affaires environnementales au dôme de Vredefort (du 29 juillet au 4 août 2018) ;
24. Une nouvelle initiative, portant sur un échange Chine-Afrique pour le renforcement des capacités et le partage des connaissances entre praticiens du patrimoine mondial, a été organisée en novembre 2018. À cette occasion, un groupe d'experts a discuté de l'adoption d'une approche axée sur les résultats pour le renforcement des capacités et les projets de terrain, en accordant une attention particulière aux priorités africaines. Un forum de suivi UNESCO-Afrique-Chine sur le renforcement des capacités et la coopération en matière de patrimoine mondial - Patrimoine mondial et développement durable : partage d'expériences entre l'Afrique et la Chine, sera organisé par le Centre en juin 2019 ;
25. L'AWHF a organisé le premier cours régional africain sur la promotion d'approches de conservation de la nature et de la culture axées sur les personnes (PNC18) à Mosi-oa-Tunya/chutes Victoria (Zambie), en collaboration avec l'ICCROM et l'UICN ;
26. Le Secrétariat a également travaillé en étroite collaboration avec deux centres de catégorie 2, à savoir l'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique en Chine (WHITR-AP) et le Centre de gestion et de formation sur le patrimoine mondial naturel pour la région Asie-Pacifique (Dehradun, Inde), sur la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités ;
27. Dans la région des États arabes, des activités de renforcement des capacités ont été conçues et mises en œuvre aux niveaux régional et national, en coopération avec les bureaux hors-siège de l'UNESCO, le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), les Organisations consultatives et d'autres partenaires concernés. Ces activités se sont concentrées sur la sauvegarde du patrimoine culturel dans les situations de conflit, les processus de proposition d'inscription axés sur la conservation et la gestion, et l'intégration de politiques de développement durable dans la conservation et la gestion des biens ;
28. Un atelier sur les évaluations de l'impact sur le patrimoine culturel (EIP) a été organisé au Caire, en Égypte (18-21 mars 2019). Cet atelier entendait fournir aux parties prenantes égyptiennes les outils nécessaires pour entreprendre des évaluations d'impact sur le patrimoine, en particulier pour évaluer l'impact potentiel des nouveaux aménagements sur la valeur universelle exceptionnelle (VUE) ;
29. Les activités de renforcement des capacités menées dans la sous-région d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, dans le cadre de l'assistance consultative, se sont axées sur l'élaboration de plans de gestion (Ukraine), la préparation d'amendements à la législation nationale (Géorgie) et les activités de planification urbaine (Géorgie) ;

30. Le Centre a contribué à l'atelier de renforcement des capacités des gestionnaires de sites du patrimoine mondial italien à Florence (janvier 2019). Financé par le ministère de la Culture, cet atelier s'est intéressé au rôle et aux besoins de formation des gestionnaires de sites, aux plans de gestion et à la relation entre le gouvernement central et les systèmes de gestion des biens du patrimoine mondial ;
31. La Turquie et le Secrétariat sont en train d'organiser une conférence sur les biens archéologiques du patrimoine mondial, afin d'étudier l'expérience acquise dans la gestion des sites du patrimoine archéologique, en particulier pour équilibrer la recherche, la conservation et la présentation. Soutenue par une fondation scientifique privée, cette réunion a pour but de mettre en place un réseau permettant de partager les expériences et les meilleures pratiques relatives au patrimoine mondial archéologique dans toute la région ;
32. Un programme de renforcement des capacités a été approuvé en août 2018 par les États membres du Centre régional de formation à la gestion du patrimoine « Lucio Costa » (centre de catégorie 2) à Rio de Janeiro, concernant les domaines prioritaires définis dans le « Plan d'action pour le patrimoine mondial en Amérique du Sud » (PAAS), 2015-2020. Le Centre, l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) et ce centre de catégorie 2 ont convenu d'un plan de travail pour 2018-2020. Une série de huit modules de renforcement des capacités a été élaborée et approuvée lors de la deuxième réunion du Conseil de gouvernance de ce centre ;
33. Un séminaire national des gestionnaires de sites s'est tenu à Buenos Aires (Argentine) sur le renforcement de la gestion des risques dans les biens du patrimoine mondial, avec le soutien de la Commission nationale argentine pour la coopération avec l'UNESCO (CONAPLU), du Comité argentin du patrimoine mondial (CAPM) et du Secrétariat. La réunion a relevé les risques potentiels pour la VUE des biens du patrimoine mondial en Argentine, afin de permettre aux gestionnaires de sites et aux autorités nationales d'intégrer la gestion des risques de catastrophe dans les plans et les mécanismes.

Indicateur de performance 3 : conservation et sensibilisation

34. Cent cinquante-sept rapports sur l'état de conservation, dont 54 concernant des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été préparés par le Centre et les Organisations consultatives, puis examinés par le Comité du patrimoine mondial à l'occasion de sa 42^e session (Manama, 2018). Il convient de noter que 16 de ces rapports avaient été demandés par le Comité dans une décision relative à l'inscription, soit à la suite de l'inscription d'un nouveau bien sur la Liste, soit à la suite d'une modification des limites. À la 43^e session, 5 rapports découlant directement des décisions d'inscription seront examinés par le Comité.
35. Suite aux rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, le Comité, à sa dernière session, a inscrit un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Dans le même temps, un bien a été retiré de cette Liste. Cinquante-quatre biens sont donc actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
36. Lors de sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016), le Comité du patrimoine mondial avait souligné que les parties prenantes de la *Convention* n'étaient pas toujours au courant du contenu et des procédures du processus de suivi réactif. Il a donc décidé d'examiner formellement la situation et a demandé une évaluation de l'efficacité du suivi réactif, y compris des procédures et des études de cas (décision **40 COM 7**). L'évaluation a démarré en décembre 2017 et a inclus une vaste consultation de toutes les parties prenantes à la *Convention*, ainsi que des entretiens directs avec ses principaux acteurs (États parties, gestionnaires de sites, membres du Comité, Organisations consultatives, Centre du patrimoine mondial, société civile).

L'évaluation finale est présentée au point 7 de l'ordre du jour pour examen par le Comité à sa 43^e session.

37. La traduction en arménien de tous les principaux documents et manuels de la *Convention*, avec le soutien de l'assistance internationale et de la Commission nationale arménienne pour l'UNESCO, s'est achevée en 2018. Le manuel de référence « Gérer le patrimoine mondial naturel » a également été traduit en russe, sous la coordination du bureau de l'UICN de Belgrade (Serbie).
38. Le Secrétariat a assuré la parution régulière des numéros trimestriels de la revue *Patrimoine Mondial*, d'une co-publication avec l'UNITAR sur l'« Ancienne ville d'Alep » et de la 8^e édition du guide sur les sites du patrimoine mondial, co-publié avec Harper Collins.
39. En 2018, plusieurs États parties ont étendu ou désigné de nouvelles aires protégées autour de sites marins du patrimoine mondial, notamment le « Parc de la zone humide d'iSimangaliso » (Afrique du Sud), les « Lagons de Nouvelle-Calédonie : diversité récifale et écosystèmes associés » (France) et l'« Atoll d'Aldabra » (Seychelles).
40. L'Initiative de l'UNESCO sur le patrimoine d'intérêt religieux a fourni des orientations générales concernant la gestion du patrimoine culturel et naturel d'intérêt religieux. Les conférences internationales « Patrimoine mondial religieux vivant : gestion participative et utilisation durable », Kiev, Ukraine (novembre 2018) et « Patrimoine mondial sacré et religieux vivant dans un cadre urbain historique », Géorgie (2019) ont contribué au développement d'une perspective plus large pour la protection des biens du patrimoine mondial d'intérêt religieux.
41. Le site internet du patrimoine mondial a été consulté en moyenne par 1 010 682 visiteurs par mois et 33 227 par jour en 2018, ce qui représente 39 % des visites sur tous les sites internet de l'UNESCO. La base de données du site internet du Centre, avec les propositions d'inscription et les informations sur l'état de conservation, fait de ce site une référence mondiale sur le patrimoine.
42. Les réseaux sociaux sont de plus en plus intégrés aux activités de communication et de mobilisation du Secrétariat, qui utilise Twitter, Facebook et Instagram pour diffuser les actualités, les activités, les concours et les appels à propositions ainsi que pour renforcer les capacités.
43. Le Centre a organisé diverses activités de sensibilisation à la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique, avec le soutien des États membres, des centres de catégorie 2, des chaires UNESCO et des bureaux hors-siège, qui ont permis de renforcer les réseaux, de partager les connaissances et de promouvoir l'échange de bonnes pratiques (voir l'annexe 1 pour plus de détails).
44. Pour l'exercice de soumission des rapports périodiques, le Secrétariat a créé une lettre d'information trimestrielle et un groupe Facebook, qui offrent de nouveaux outils de communication pour diffuser des informations aux référents nationaux et aux gestionnaires de sites de la région des États arabes. Ce groupe Facebook a évolué pour offrir également une assistance vis-à-vis des questions concernant les rapports périodiques. Le Centre souhaite en élargir la portée à un réseau mondial de gestionnaires de sites, qui y trouveront un espace où partager les meilleures pratiques concernant la gestion et les problèmes de conservation.
45. La campagne de Volontariat pour le patrimoine mondial sur le thème « Renforcer l'engagement en faveur du patrimoine mondial » a organisé 47 chantiers d'activités de mars à novembre 2018, sur 44 biens du patrimoine mondial et sites des listes indicatives, dans 25 pays, avec 41 organisations locales. Les chantiers d'activités rassemblent des organisations, des institutions, des volontaires, des communautés et des spécialistes qui travaillent à la conservation des biens du patrimoine mondial

en participant à des activités pratiques et à des campagnes de sensibilisation, et en développant une appréciation des valeurs du patrimoine mondial.

46. Le succès de cette initiative ne se dément pas, s'agissant de mobiliser les jeunes en faveur de la préservation et de la promotion du patrimoine mondial auprès de leurs pairs et des communautés locales. Une publication intitulée « Engagement des jeunes pour le patrimoine - 10 ans de Volontariat pour le patrimoine mondial » paraîtra en 2019.
47. Le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial a élaboré plusieurs projets sur la plate-forme « Bourse aux projets », afin de prolonger le succès de l'initiative « Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes » et de la série « Patrimonito et les aventures du patrimoine mondial ».
48. Les projets opérationnels de conservation se poursuivent dans de nombreux États parties d'Afrique, parmi lesquels un projet de restauration des valeurs culturelles associatives et matérielles du « Paysage culturel de Sukur » (Nigeria) et de meilleure conservation et promotion des « Ruines de Loropéni » (Burkina Faso). Une assistance internationale a été accordée pour la conservation et la gestion aux « Villes anciennes de Djenné », au « Tombeau des Askia » et aux « Falaises de Bandiagara » (Mali) ; au « Parc national de Taï » (Côte d'Ivoire) ; et aux « Forts et châteaux de Volta, d'Accra et des régions centrale et ouest » (Ghana).
49. Au Mali, le « Programme de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens » a continué de bénéficier du soutien financier de l'Union européenne et de l'agence espagnole de coopération AECID. Cela a permis de réaliser des travaux de restauration et de conservation à « Tombouctou », dans les « Villes anciennes de Djenné » et au « Tombeau des Askia » à Gao. Plusieurs activités de renforcement des capacités dans le domaine de la protection du patrimoine ont également pu être organisées pour les acteurs locaux, les institutions maliennes, ainsi que le personnel civil et militaire de la MINUSMA.
50. Une réunion régionale sur la « Sauvegarde des sites transfrontaliers du patrimoine pour le développement durable et la paix en Afrique » s'est tenue du 11 au 15 février 2019 dans la ville de Man (Côte d'Ivoire), près de la « Réserve naturelle intégrale du mont Nimba ». Financée par le fonds-en-dépôt néerlandais, son objectif principal était d'échanger des connaissances et de partager des expériences sur la gestion de divers sites transfrontaliers et transnationaux du patrimoine mondial en Afrique, en utilisant notamment des connaissances traditionnelles.
51. Le quatrième Forum africain des jeunes sur le patrimoine mondial doit se dérouler du 29 avril au 5 mai 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie, à l'occasion de l'édition 2019 de la Journée du patrimoine mondial africain.
52. Suite à la Déclaration de Ngorongoro (2016), le soutien financier reçu du fonds-en-dépôt néerlandais et l'étroite collaboration avec l'AWHF et les bureaux régionaux de l'UNESCO ont permis d'organiser des ateliers intitulés « Patrimoine mondial et institutions éducatives en Afrique » à l'université du Great Zimbabwe (Zimbabwe) et celle de Saint-Louis (Sénégal). Ces manifestations marquent une étape importante dans la participation des établissements d'enseignement africains à la mise en œuvre de la *Convention* et au développement durable, grâce au vaste réservoir de compétences existant ;
53. La 5^e réunion du Comité de coordination de la proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie, qui s'est tenue à Achgabat, au Turkménistan (4-5 décembre 2018), a réuni des référents nationaux et des experts de 13 pays. Les participants ont convenu de recentrer les efforts du CIC sur la conservation, en mettant l'accent sur le renforcement de la coordination pour la protection et la gestion des biens du patrimoine culturel des Routes de la soie. La

réunion a été organisée par le Centre et le bureau multipays de l'UNESCO à Téhéran, en coopération avec le ministère des Affaires étrangères du Turkménistan et la Commission nationale turkmène pour l'UNESCO. Elle a été financée en partie par le projet du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon « Soutien aux sites du patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie centrale (phase II) » et par les contributions volontaires des gouvernements chinois et kazakh au Fonds du patrimoine mondial.

54. La deuxième phase du « Programme des sites et musées du patrimoine mondial » a démarré en octobre 2018 aux Philippines et en Malaisie, grâce au fonds-en-dépôt UNESCO/Japon. Ce programme vise à accroître la participation des communautés créatives locales à la valorisation des sites du patrimoine mondial et à stimuler les industries culturelles : <https://centre.unesco.org/en/news/1903>
55. Un nouveau projet du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon a été approuvé en octobre 2018. Il vise à renforcer les liens entre les praticiens régionaux du patrimoine en Malaisie et aux Philippines. Les gestionnaires de sites du patrimoine mondial et les musées travailleront main dans la main pour accroître la sensibilisation du public et l'engagement des communautés, par le biais d'industries créatives et d'initiatives éducatives dans et autour des sites du patrimoine mondial.
56. La quatrième phase du projet du fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée sur la sauvegarde des tombes de Koguryo en République de Corée a été lancée (mai 2019) lors d'une cérémonie organisée en République populaire démocratique de Corée (RPDC). Cet événement a également marqué le 20^e anniversaire de la coopération entre l'UNESCO et la RPDC pour la préservation du patrimoine culturel de Koguryo, en particulier l'« Ensemble des tombes de Koguryo ». Un rapport technique sur la troisième phase de ce projet est disponible à l'adresse <http://centre.unesco.org/document/170877>. Une manifestation organisée en marge de la 43^e session du Comité commémorera également cette coopération internationale de longue date, soutenue par l'Administration du patrimoine culturel de la République de Corée.
57. La conservation des sites culturels et naturels touchés par des conflits dans la région arabe reste un défi majeur, en raison de l'ampleur des dégâts subis. Dans ce contexte, plusieurs mesures d'urgence ont été prises, comme des travaux de consolidation et de restauration, en coopération avec les bureaux hors-siège de l'UNESCO et d'autres partenaires internationaux. La complexité engendrée par la situation politique, institutionnelle et humanitaire dans les pays concernés accroît la difficulté pour le Centre et l'UNESCO en général de mettre en œuvre des activités. Un certain nombre d'activités ont néanmoins été menées et sont présentées à l'annexe 1 du présent document.
58. La conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial dans la région Europe et Amérique du Nord représentent un défi constant, en raison de l'aménagement des capitales et des villes historiques, avec notamment des immeubles de grande hauteur. Dans ce contexte, le Centre et les Organisations consultatives jouent un rôle essentiel, en assurant une coordination permanente et en conseillant les États parties pour ce qui est des activités de planification et de gestion.
59. En 2018, le Centre a participé à Berlin (Allemagne) à une série de réunions organisées par le KNE - Kompetenzzentrum Naturschutz und Energiewende (Centre de compétences pour la conservation de la nature et la transition énergétique) concernant des projets de transition énergétique dans ou à proximité de biens du patrimoine mondial. L'objectif de ce dialogue était de réfléchir à la prise en compte d'intérêts divergents dans la gestion du patrimoine, en lien avec des projets d'énergie renouvelable, grâce à des processus transparents et à un échange rapide d'informations sur les questions de conservation du patrimoine mondial.

Cette initiative a débouché sur des documents de recommandation qui seront traduits dans les langues de travail de la *Convention*.

60. En partenariat avec l'Union européenne, le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial organise le Forum européen des jeunes professionnels du patrimoine en mai 2019 à Zadar (Croatie), héritage de l'Année européenne du patrimoine culturel (2018). Ce forum de cinq jours entend favoriser l'apprentissage et les échanges interculturels en réunissant 28 jeunes professionnels, soit un représentant de chacun des États membres de l'UE, et s'intéressera pour la première fois au patrimoine culturel matériel et immatériel, en examinant les synergies potentielles et les défis de protection et de sauvegarde dans le contexte européen.
61. Un grand nombre de problèmes de conservation liés au développement des infrastructures et à l'utilisation des ressources naturelles affectent les sites naturels de la région Europe et Amérique du Nord. Certains de ces problèmes découlent de divergences spatiales et institutionnelles entre les politiques sectorielles, concernant par exemple la conservation de la nature et la gestion forestière. Le Centre a constamment facilité les échanges avec les États parties concernés et a fourni des services consultatifs, comme expliqué plus en détail à l'annexe 1.
62. Deux projets extrabudgétaires de conservation financés par le fonds-en-dépôt UNESCO/Japon se sont achevés mi-2018 à « Tiwanaku : centre spirituel et politique de la culture tiwanaku » (Bolivie) et au « Parc national de Tikal » (Guatemala).
63. Dans le cadre d'un projet triennal financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/Japon et destiné à renforcer le système de gestion participative du « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », trois ateliers ont été organisés avec des membres des États parties participants et des communautés locales sur le thème de la conservation de l'architecture en pierre et en terre. Un atelier a eu lieu à Lima, Pérou (août 2018), sur l'utilisation publique des diverses composantes du bien. Des activités concernant la préparation, l'intervention et le rétablissement en cas de catastrophe ont été menées à Cuzco, Pérou (octobre 2018) et un atelier final sur le système numérique mis au point pour surveiller l'état de conservation du bien, y compris les valeurs du patrimoine immatériel, a eu lieu à Pasto, Colombie (mars 2019).
64. En collaboration avec l'Équateur, le Centre a participé à l'organisation d'une conférence et d'une célébration au siège de l'UNESCO, en décembre 2018, pour commémorer le 40^e anniversaire de l'inscription des « Îles Galápagos » et de la « Ville de Quito » sur la Liste du patrimoine mondial en 1978.
65. Compte tenu de l'achèvement du projet triennal relatif au « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », un événement sera organisé en marge de la 43^e session du Comité du patrimoine mondial afin que les six États parties concernés partagent davantage leur expérience en matière de gestion et de conservation intégrées de ce bien unique et vaste. Une publication est également en cours d'élaboration pour mettre en lumière les résultats du projet.
66. Un projet du Programme de participation a été approuvé à l'intention des enfants d'âge scolaire vivant près du bien du patrimoine mondial « Missions jésuites de la Santísima Trinidad de Paraná et Jesús de Tavarangue » (Paraguay). L'objectif est de sensibiliser la population locale à l'importance du bien, grâce à l'élaboration d'une boîte à outils pour les écoliers, d'un guide d'activités pour les enseignants et de séminaires sur le patrimoine mondial dans les villes de Jesús et de Trinidad.
67. Le bureau de l'UNESCO à San José, en coopération avec les Centres culturels espagnols du Salvador, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica et du Panama, a lancé une campagne de communication destinée à la jeunesse locale. Dans le cadre de cette initiative, un concours invitait les jeunes à formuler des propositions

et à concevoir des outils de communication pour refléter leur perception et leur compréhension de l'identité communautaire et de son rapport avec les biens du patrimoine mondial voisins.

68. Un projet extrabudgétaire a été élaboré en coopération avec les autorités nationales et locales qui interviennent dans la conservation et la gestion des « Établissements de chefferies précolombiennes avec des sphères mégalithiques du Diquís » (Costa Rica), financé par le ministère allemand des Affaires étrangères pour la coopération internationale. Ce projet vise à renforcer les capacités des communautés locales, en particulier des jeunes, en matière de conservation et de gestion, ainsi qu'à développer les opportunités d'éducation et de communication.

Indicateur de performance 4 : ODD et développement durable

69. Suite à l'adoption de la Politique du patrimoine mondial pour le développement durable (2015), le Centre continue d'intégrer le développement durable dans toutes ses activités, le cas échéant, notamment dans les processus statutaires, les projets opérationnels et les activités de renforcement des capacités.
70. Le Centre a élaboré plusieurs propositions de projets en lien avec la mise en œuvre de cette Politique et du Programme 2030, afin de rechercher des financements pour les activités utiles aux États parties. Ces propositions sont consultables sur la plateforme de la Bourse aux projets, par exemple : « World Heritage and Sustainable Development Policy explained: A guide and collection of good practices to support development of national policies, programmes and sustainable management of World Heritage properties » (en anglais) et « Construire un réseau global et durable de gestionnaires de sites du patrimoine mondial ».
71. Un important projet de 9 millions de dollars ÉU, mené par un consortium public-privé, a démarré en octobre 2018 dans le but de trouver des stratégies d'adaptation au changement climatique sur cinq sites du patrimoine mondial marin. Un échange de bonnes pratiques entre le « Parc national de Glacier Bay » et les « Fjords de l'Ouest de la Norvège » a conduit le Parlement norvégien à adopter une résolution visant à mettre un terme aux émissions des navires de croisière et des ferries et à faire de ce site du patrimoine mondial la première zone maritime zéro émission au monde.
72. La première évaluation scientifique mondiale concernant les effets du changement climatique sur la conservation des récifs coralliens du patrimoine mondial a fait l'objet d'une importante mise à jour. En septembre 2018, il a été confirmé qu'il était essentiel de maintenir l'objectif climatique de 1,5°C pour la survie des récifs coralliens inscrits au patrimoine mondial.
73. Suite à la résolution 38C/94 de la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO exigeant la présentation de rapports nationaux sur les progrès de l'application de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique, une enquête a été développée en consultation avec des experts de la *Convention*. Le rapport de synthèse des résultats de l'enquête a été présenté au Conseil exécutif à sa 206^e session en avril 2019 et à la Conférence générale de l'UNESCO à sa 40^e session.
74. La collaboration avec l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) a également été renforcée. En février 2019, la directrice du Centre et plus de 50 représentants de villes du patrimoine mondial de l'UNESCO ont assisté à une conférence organisée par la ville de Vienne et l'OVPM. L'événement a été l'occasion d'échanger et de discuter des défis auxquels sont confrontées les villes dynamiques, entre les pressions du développement et la préservation de leurs sites du patrimoine mondial. Des représentants du Centre assisteront également au prochain Congrès

de l'OVPM en juin 2019 à Cracovie, en Pologne, qui aura pour thème « Patrimoine et tourisme : communautés locales et visiteurs - une responsabilité partagée ».

75. Une page Web consacrée à la reconstruction et au rétablissement sur les biens du patrimoine mondial endommagés par des conflits ou des catastrophes naturelles dans le monde est en construction, avec la contribution d'études de cas sur Alep, Beyrouth, Berlin et Sarajevo, dans le cadre du projet « Harnessing reconciliation through the recovery of cultural heritage » financé par le fonds-en-dépôt néerlandais.
76. Afin de contribuer à l'état de conservation des biens du patrimoine mondial africain, l'AWHF a accordé en 2018 deux subventions à la Côte d'Ivoire pour l'élaboration d'un plan de gestion des risques de catastrophe au « Parc national de la Comoé » et d'un plan de gestion stratégique pour l'utilisation durable du patrimoine naturel des kayas sacrés sur le littoral kenyan, ainsi que deux bourses de recherche pour le patrimoine mondial (bourses d'études Moses Mapesa) à de jeunes chercheurs africains du Bénin et de Madagascar.
77. Une réunion technique internationale sur l'avenir des bouddhas de Bamiyan s'est tenue à Salalah (Oman) du 3 au 5 décembre 2018, avec le soutien financier du gouvernement japonais et du Bureau du conseiller du sultan d'Oman pour les affaires culturelles. La réunion a débouché sur des recommandations et des orientations visant à faire évoluer la gouvernance et les processus décisionnels concernant la préservation et la mise en valeur du site et de ses environs, et à améliorer la coordination entre les acteurs nationaux et internationaux dans l'optique de retirer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.
78. Afin d'introduire la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique dans les pays d'Asie centrale et d'améliorer les cadres institutionnels et de gestion pour la protection du « Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi » (Kazakhstan), un atelier régional a été organisé à Turkestan, au Kazakhstan, du 4 au 6 mars 2019. Bénéficiant du soutien du fonds-en-dépôt néerlandais, cette réunion a également permis d'évoquer l'expérience de projets pilotes pour les gestionnaires de sites du patrimoine mondial d'Asie centrale et les départements responsables des ministères de la Culture des pays d'Asie centrale.
79. L'initiative phare de l'UNESCO « Faire revivre l'esprit de Mossoul » a été lancée en février 2018 et constitue la plus importante campagne de relèvement et de reconstruction entreprise par l'UNESCO récemment. Cette initiative, soutenue par le gouvernement iraquien et le Secrétaire général des Nations Unies, vise à coordonner les efforts internationaux dans deux grands domaines : la restauration et la réhabilitation du patrimoine culturel et la revitalisation des institutions éducatives et culturelles, en intégrant la dimension humaine dans les processus de reconstruction et de redressement. La première réunion présentant les objectifs et les résultats escomptés de cette initiative a eu lieu au siège de l'UNESCO, à Paris, le 10 septembre 2018.
80. Les politiques et approches du développement durable ont été intégrées dans les activités du Centre de la région des États arabes. Il s'agit pour cela de soutenir des approches intégrées axées sur les personnes, de permettre une planification participative et inclusive et de favoriser la création d'emplois. On a notamment veillé à intégrer des politiques de développement durable dans la gestion des sites confrontés à une forte croissance urbaine. Une analyse juridique de la situation des biens immobiliers en droit privé, intégrée à l'élaboration d'un cadre global pour la mise en œuvre effective du « Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé » de la « Casbah d'Alger » (Algérie), est en cours.
81. Une publication intitulée « Five years of conflict, the State of Cultural Heritage in the Ancient City of Aleppo report » (Cinq ans de conflit : rapport sur l'état du patrimoine

culturel dans l'Ancienne ville d'Alep), financée par le ministère norvégien des Affaires étrangères et le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour le patrimoine, avec l'appui de l'UNITAR-UNOSAT, est parue en 2018 en arabe, en anglais et en français. Ce rapport constitue un point de départ essentiel pour la planification stratégique du relèvement d'Alep. Il permettra de mettre en œuvre des mesures d'urgence et d'atténuation à court terme et de déterminer les actions prioritaires.

82. Avec l'appui du ministère français de l'Environnement, le Centre prépare actuellement une publication sur les évaluations d'impact sur le patrimoine dans la région Europe et Amérique du Nord, en rapport direct avec les énergies renouvelables et la transition énergétique. Cette publication fournira des recommandations pour prévenir les problèmes de conservation sur les sites du patrimoine mondial, en montrant les possibilités de complémentarité entre les énergies renouvelables et la protection du patrimoine mondial. Ces recommandations pourraient aider les États membres à élaborer des stratégies nationales concernant la protection des valeurs du patrimoine mondial, pour l'évaluation de projets similaires.
83. Le lancement officiel de la plate-forme « World Heritage Journeys in the European Union » (Sur la route du patrimoine mondial dans l'Union européenne), initiative conçue avec le soutien de l'UE et en collaboration avec National Geographic, a eu lieu au siège de l'UNESCO à l'occasion des Journées européennes du patrimoine (15-16 septembre 2018). Cette initiative a développé le tout premier site Web sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, qui propose des informations détaillées sur 34 sites du patrimoine mondial de l'UE, regroupés sous 4 thèmes (voir <https://visitworldheritage.com/fr/eu>).
84. Un projet sur trois ans financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/Japon pour la préservation du patrimoine mondial culturel, destiné à renforcer le système de gestion participative du Qhapaq Ñan, réseau de routes andin, a achevé sa phase de mise en œuvre. Les 21 activités déployées par les six États membres concernés de la région Amérique latine et Caraïbes ont porté sur une variété de questions. Ce projet a contribué avec succès à la protection à long terme du bien et aux aspirations de développement durable des centaines de communautés locales qui vivent le long du Qhapaq Ñan.
85. La mise en œuvre d'un projet, financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères en vue d'élaborer des plans de gestion des risques de catastrophe pour trois biens au Chili, a commencé en 2018 avec la tenue de réunions et d'ateliers réunissant les autorités nationales et les acteurs locaux de la gestion des « Usines de salpêtre de Humberstone et de Santa Laura », du « Quartier historique de la ville portuaire de Valparaíso » et du « Parc national de Rapa Nui ».
86. Le bureau de l'UNESCO à La Havane, en coordination avec le Centre et le Conseil national du patrimoine culturel, a terminé la mise en œuvre d'un projet visant à élaborer une stratégie de tourisme communautaire durable dans la « Vallée de Viñales », à Cuba, dans le cadre d'un projet extrabudgétaire financé par le fonds-en-dépôt espagnol.
87. Deux propositions de projet pour l'Amérique du Sud, relatives au développement durable des communautés locales, ont été élaborées et publiées sur la plate-forme de la Bourse aux projets. Un projet pour le « Parc national de Los Katíos » (Colombie) vise à renforcer la gestion durable des ressources et les moyens de subsistance des communautés locales tributaires des ressources, notamment les populations afro-colombiennes et autochtones.
88. Le Programme marin du patrimoine mondial a réalisé un investissement continu afin d'aider le « Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize » à atteindre l'état de conservation souhaité. Suite à d'appréciables mesures de conservation prises

par le gouvernement du Belize, le bien a été retiré de la Liste du patrimoine mondial en péril en juillet 2018.

Indicateur de performance 5 : propositions d'inscription

89. La Liste du patrimoine mondial compte actuellement 1092 biens dont 845 biens culturels, 209 biens naturels et 38 biens mixtes.
90. À l'occasion de sa 42^e session (Manama, 2018), le Comité a inscrit 19 nouveaux biens sur la Liste du patrimoine mondial, à savoir 13 biens culturels, 3 biens naturels et 3 biens mixtes. Le Comité a également approuvé une importante modification des limites d'un bien déjà inscrit sur la Liste et a retiré un bien de la Liste du patrimoine mondial en péril. Parmi les biens nouvellement inscrits figuraient 3 paysages culturels. Ces nouvelles inscriptions portent le nombre de biens reconnus comme paysages culturels sur la Liste du patrimoine mondial à 105, soit 9,6 % des biens inscrits. Sur les 19 nouveaux biens inscrits, deux se trouvent dans des pays membres du Comité. 11 déclarations provisoires de valeur universelle exceptionnelle ont été notées et doivent encore être adoptées lors des futures sessions du Comité.
91. Le Comité du patrimoine mondial a également décidé de renvoyer 4 propositions d'inscription et d'en ajourner 3. 5 propositions d'inscription ont été retirées. Dans 14 cas (87%), les recommandations des Organisations consultatives n'ont pas été suivies et, pour la première fois dans l'histoire de la *Convention*, des sites recommandés pour non-inscription ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial :
 - 2 non-inscriptions se sont traduites par une inscription
 - 2 non-inscriptions se sont traduites par un renvoi
 - 1 non-inscription s'est traduite par un report
 - 4 renvois ont abouti à une inscription
 - 1 renvoi d'une demande d'extension a abouti à une approbation
 - 2 reports ont abouti à une inscription
 - 1 report a abouti à un renvoi
92. La répartition régionale des biens inscrits à l'occasion de la 42^e session du Comité du patrimoine mondial était la suivante :
 - Afrique : 2
 - États arabes : 2
 - Asie et Pacifique : 5
 - Europe et Amérique du Nord : 8
 - Amérique latine et Caraïbes : 2
93. Une enquête de consultation en ligne et une réunion d'experts ont été organisées afin d'examiner le processus de proposition d'inscription, les listes indicatives et le processus en amont, en gardant à l'esprit la Stratégie globale, et d'envisager d'autres mesures possibles, comme l'a demandé le Comité dans sa décision **42 COM 12A**. La réunion d'experts s'est tenue à Tunis (du 23 au 25 janvier 2019), à l'invitation du gouvernement tunisien et avec le soutien financier du gouvernement australien. Elle a rassemblé 24 experts de toutes les régions du monde, dont un expert des peuples autochtones et un jeune professionnel du patrimoine, ainsi que des représentants des Organisations consultatives, des centres de catégorie 2 et du Secrétariat (voir le rapport complet dans le document WHC/19/43.COM/INF.8).

94. Le Programme marin du patrimoine mondial a organisé une réunion d'experts juridiques les 11 et 12 décembre 2018 (Monte-Carlo, Monaco) pour réfléchir à la manière dont des zones marines uniques au monde situées hors des juridictions nationales pourraient potentiellement bénéficier d'une protection au titre de la *Convention* de 1972.
95. Le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) a organisé plusieurs initiatives visant à améliorer la représentation de l'Afrique sur la Liste du patrimoine mondial, comme un cours francophone de trois semaines sur les propositions d'inscription au patrimoine mondial, qui s'est tenu à Kigali, au Rwanda (septembre 2018), dans le cadre du mécanisme de renforcement des capacités des programmes de l'AWHF 2018-2022. Ce cours a été préparé par l'École du Patrimoine Africain (EPA), l'UICN et le Centre du patrimoine mondial et a réuni des participants originaires de 10 pays d'Afrique francophones et lusophones, qui ont travaillé sur neuf dossiers de propositions d'inscription au patrimoine mondial.
96. Un atelier sur la préparation de la proposition d'inscription transnationale en série de l'art rupestre géométrique dans la région du lac Victoria a été organisé à Kampala, en Ouganda (août 2018), en collaboration avec l'ICOMOS.
97. L'Afrique du Sud a bénéficié d'une assistance technique en amont entre avril et décembre 2018 afin d'achever son dossier de proposition d'inscription du bien « Human Rights, Liberation and Reconciliation: Nelson Mandela Legacy Sites » (Droits de l'homme, libération et réconciliation : les sites de l'héritage de Nelson Mandela).
98. L'AWHF a organisé un atelier régional sur l'harmonisation des listes indicatives en Afrique de l'Est (juin 2019) à Kigali, au Rwanda.
99. À l'occasion du Troisième atelier sur le processus de proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie en Asie du Sud, qui s'est tenu à Xi'an (Chine) le 12 novembre 2018, les participants ont défini des points d'action et ont pris note des trois corridors du patrimoine proposés par le Népal et des trois sections clés de corridors du patrimoine proposées par la Chine. Cette activité de suivi du Plan d'action de Katmandou 2014, suivant l'Accord d'Almaty de 2015, a été organisée par le Centre, l'Administration nationale du patrimoine culturel de Chine (NACH), le gouvernement populaire municipal de Xi'an et le Centre international de conservation de l'ICOMOS à Xi'an (IICC Xi'an).
100. Une conférence sous-régionale portant sur la « Stratégie globale pour le patrimoine mondial dans le contexte de l'Asie du Sud », organisée les 21 et 22 février 2019 (Kolkata, Inde), a permis aux référents nationaux et aux experts du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, des Maldives, du Népal et du Sri Lanka de repérer les lacunes dans l'identification et l'inscription du patrimoine et d'en discuter.
101. Avec l'appui du fonds-en-dépôt néerlandais, un projet d'assistance technique portant sur le patrimoine des couloirs commerciaux maritimes en Indonésie a été mené à bien en 2018. Il s'est composé d'un voyage d'études et de la formation mobile d'experts indonésiens aux Pays-Bas en septembre 2018, ainsi que d'un atelier international organisé à Djakarta en novembre 2018 afin d'étudier le cadre conceptuel de la Route culturelle maritime en mobilisant des acteurs et partenaires internationaux.
102. Le Fonds du patrimoine mondial a accordé une assistance préparatoire, par l'intermédiaire du fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas, pour soutenir la proposition d'inscription des « Monuments en pierre à cerf et sites associés, cœur de la culture de l'âge du bronze » (Mongolie). Une assistance internationale a également été accordée pour soutenir la préparation de la proposition d'inscription du « Mont Kumgang » (RPD de Corée).

103. Les travaux se poursuivent dans la région des États arabes, avec l'octroi d'une assistance technique aux États parties pour l'élaboration des dossiers de proposition d'inscription, qui constitueront des outils clés pour la conservation et la gestion du patrimoine. Des efforts ont été entrepris pour aider l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc et Oman à poursuivre la clarification et la modification des limites de biens du patrimoine mondial.
104. Une réunion d'experts sur la « Sauvegarde des systèmes oasiens du Maghreb » a été organisée à Oujda, au Maroc (du 29 octobre au 1er novembre) par le bureau de l'UNESCO à Rabat et l'Agence de l'Oriental, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Communication et avec le soutien financier des Pays-Bas. Cette réunion, au cours de laquelle le Centre a souligné l'importance et la complexité de ces paysages naturels, a tâché de présenter les systèmes oasiens comme des établissements humains en développement.
105. Le Centre a participé à un « Symposium international sur le patrimoine fortifié » à Oran, en Algérie (6-7 novembre 2018), organisé par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantes, en coopération avec le Comité scientifique international sur les fortifications et le patrimoine militaire de l'ICOMOS et les autorités algériennes. L'événement était axé sur l'encouragement de la coopération, de la conservation et de la sensibilisation au patrimoine fortifié d'Oran et son inscription potentielle sur la liste indicative.
106. L'assistance en amont pour le projet pilote « Vers une gouvernance renforcée du patrimoine naturel et culturel transfrontalier commun de la région du lac Ohrid » (Albanie et Macédoine du Nord) a pris fin en juin 2018. Ce projet a bénéficié d'un financement de 2,4 millions de dollars EU (co-financement de l'UE et de l'Albanie) pour améliorer la coopération transfrontalière et l'efficacité de la gestion, ainsi que pour définir et sauvegarder les atouts culturels et naturels de la région. L'Albanie a soumis le dossier de proposition d'inscription concernant l'extension du site du patrimoine mondial existant, « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid », en février 2018.
107. Une méthodologie détaillée et participative de mise à jour des listes indicatives dans la région Amérique latine et Caraïbes a été mise au point, en étroite coordination avec les Organisations consultatives, et est actuellement mise à l'essai avec le Pérou et le Honduras via le mécanisme d'assistance internationale. Ces deux pays ont organisé des ateliers internationaux et nationaux, avec des experts de l'ICOMOS et de l'UICN. Plusieurs autres États parties de la région, dont la Colombie, le Chili et l'État plurinational de Bolivie, se sont également montrés intéressés par l'application de cette méthodologie.
108. Dans le cadre d'une série de projets pilotes en Amérique du Sud, financés par le fonds-en-dépôt espagnol, l'élaboration d'un plan de gestion pour la région du Pantanal au Paraguay est arrivée à son terme. Tous les acteurs nationaux et locaux concernés, y compris les communautés autochtones et la société civile, se sont engagés à renforcer les valeurs importantes du patrimoine naturel dans la région.
109. Dans le cadre du Plan d'action régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2014-2024 (PARALC), les États parties continuent de bénéficier d'un appui pour l'examen et la préparation de propositions d'inscription portant sur des typologies de patrimoine sous-représentées. Des propositions d'inscription d'un bien mixte et d'un paysage culturel subaquatique ont été préparées par le Brésil et la Jamaïque et seront examinées à la prochaine session du Comité. Un appui et des consultations ont également été proposés aux premiers stades des processus de proposition d'inscription du patrimoine sous-représenté et ont abouti à la remise de dossiers de proposition d'inscription par le Brésil, la République dominicaine, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay, pour examen par le Comité à sa 44^e session.

IV. PRIORITÉ GLOBALE ÉGALITÉ DES GENRES

110. La dimension de l'égalité des genres est systématiquement intégrée à toutes les activités menées au Centre et dans les régions, en assurant une consultation égale et respectueuse, une participation pleine et effective et l'égalité des chances pour la représentation des femmes et des hommes dans tous les mécanismes de la *Convention*.
111. En plus d'un équilibre dans la représentation géographique et celle des experts culture/nature, la dimension de l'égalité des genres est l'un des principaux critères pris en compte pour la constitution de groupes de travail d'experts, comme le groupe d'experts du Compendium de politiques générales et le groupe d'experts sur le processus de proposition d'inscription. La même démarche est appliquée aux produits multimédia et d'animation, avec une représentation équilibrée des figures féminines et masculines ; c'est le cas, par exemple, des vidéos de formation pour le troisième cycle de rapports périodiques.
112. L'intégration effective de l'égalité des genres est particulièrement reflétée par le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, tant au niveau du contenu que des participants ; par exemple, la participation des filles au Forum des jeunes sur le patrimoine mondial a dépassé 50 %.
113. Le Centre a adopté comme pratique courante la prise en compte de l'égalité des genres dans ses nouvelles propositions de projets extrabudgétaires. On veille particulièrement à ce que les femmes participent à des postes techniques et décisionnels. Pour les initiatives déjà en cours, l'objectif est de garantir que tous les sexes soient bien représentés parmi les participants aux ateliers techniques et de renforcement des capacités.

V. SYNERGIES AVEC D'AUTRES CONVENTIONS

114. Les synergies avec d'autres conventions et programmes ont été proactivement renforcées par le Centre.
115. Le format révisé des rapports périodiques adopté à la 41^e session du Comité (Cracovie, 2017) intègre, pour la première fois, les synergies entre la *Convention du patrimoine mondial* et les autres conventions et programmes relatifs à la culture et à la biodiversité, en introduisant des questions pertinentes à cet égard. Le troisième cycle de rapports périodiques est en cours dans la région des États arabes.
116. La page Web développée par le Centre (<http://whc.unesco.org/fr/synergies/>) aide à mieux comprendre les synergies avec les autres conventions et programmes portant sur la culture et la biodiversité.
117. Les utilisateurs du site internet continuent d'apprécier que les synergies concrètes entre les différents programmes et conventions ayant trait à des sites présentés en ligne (patrimoine mondial, Convention de La Haye, Ramsar, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux UNESCO) puissent être facilement repérées, suite à l'initiative du Centre de les mentionner, le cas échéant, sur son site Internet (par ex. dans le système d'information sur l'état de conservation) comme des sites UNESCO à désignations multiples.

a) Conventions culturelles

118. Les secrétaires des six conventions culturelles de l'UNESCO se sont retrouvés au Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC) en juillet 2018, octobre 2018 et mars 2019. Ils ont discuté de l'organisation des sessions du Comité et de l'Assemblée générale, des questions relatives au Règlement intérieur, des

conclusions et des recommandations des réunions statutaires, et de l'application des recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance.

119. Les présidents des Conventions de 1954, 1972, 2003 et 2005 ont également participé au Groupe de travail sur la gouvernance (27 mars 2018). Ils ont fait le point sur l'application des recommandations concernant leurs conventions respectives et sur les difficultés rencontrées. Les synergies entre les différentes conventions culturelles ont occupé une place importante dans les discussions.
120. Des séances d'échange et d'information ont eu lieu en 2019 entre le Centre et le Secrétariat de la Convention de 2003, au cours desquelles ils ont abordé des questions liées aux rapports périodiques et au suivi des biens inscrits, en vue d'un rapprochement et d'une harmonisation éventuels de ces mécanismes. Le Secrétariat a également fourni des informations lors des réunions statutaires de la Convention de 1954 concernant le mécanisme de rapports périodiques.
121. Le Secrétariat a assuré une collaboration interdisciplinaire en faisant participer un spécialiste de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à un atelier de formation sur les rapports périodiques pour les référents nationaux de la région des États arabes (26-27 février 2019). La pratique consistant à inviter des représentants d'autres conventions et programmes de l'UNESCO relatifs à la culture et à la biodiversité à participer à des réunions sur le troisième cycle de rapports périodiques sera maintenue.
122. En mars 2019, l'UNESCO et l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) ont discuté des nouveaux domaines de collaboration possibles, en particulier des synergies potentielles avec l'Initiative de l'UNESCO sur le patrimoine d'intérêt religieux. Les possibilités de renforcer la coopération vont être examinées, par exemple la mise en valeur de biens du patrimoine mondial d'intérêt religieux en tant que « sites aux valeurs transversales » et « lieux éducatifs » potentiels pour favoriser le respect mutuel, la connaissance et la compréhension entre les communautés religieuses. Ces activités conjointes permettront de renforcer le réseau de professionnels ainsi que la coopération inter-agences des Nations Unies, ce qui contribuera à la mise en œuvre de l'Initiative de l'UNESCO sur le patrimoine d'intérêt religieux et à celle du Plan d'action pour la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022), notamment au renforcement du dialogue interreligieux dans le cadre du réseau UNESCO/UNITWIN sur le dialogue interreligieux pour la compréhension interculturelle.

b) Conventions ayant trait à la biodiversité

123. À l'occasion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2018, qui s'est tenu au siège de l'ONU à New York (juillet 2018), les Secrétariats des conventions relatives à la biodiversité ont organisé un événement intitulé « La Planète vivante - le fondement du développement durable : contribution des conventions relatives à la biodiversité à la réalisation des objectifs de développement durable ». Le sous-directeur général pour la culture et la directrice du Centre y ont assisté, voir <http://whc.unesco.org/fr/actualites/1861/>.
124. Le Centre a accueilli la 13^e réunion du Groupe de liaison des conventions relatives à la biodiversité (BLG) au siège de l'UNESCO (18 et 19 septembre 2018). Le BLG a réfléchi à des moyens de renforcer la coopération pour lutter contre l'accélération de la perte de biodiversité dans le monde, en particulier sous l'angle du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les rapports des réunions sont disponibles à l'adresse <https://www.cbd.int/blg/>.
125. Le BLG a également discuté des approches à adopter pour la préparation du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Ce Cadre, qui sera présenté lors de la

Conférence des Parties (COP 15) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), prévue pour 2020 (Kunming, Chine), définit un nouveau programme ambitieux pour enrayer la perte de biodiversité, faisant suite aux objectifs d'Aichi. Il a été conclu que les Stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique (SPANDB) avaient été essentiels pour exploiter les synergies entre les conventions et qu'ils restaient pertinents. Il a également été convenu que le nouveau cadre pour la biodiversité devrait définir des objectifs précis et intelligents pour mettre en œuvre et mesurer les progrès.

126. La réunion du BLG a été l'occasion pour les membres de rencontrer pour la première fois le Groupe de liaison des conventions culturelles de l'UNESCO (CCLG) et d'établir un nouveau dialogue entre les instruments normatifs sur la biodiversité et la culture, voir <https://whc.unesco.org/fr/actualites/1886/>.
127. Le Centre a participé à la 13^e Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides (COP 13) (Dubai, Émirats arabes unis, octobre 2018). À cette occasion, il a fait une présentation lors de l'événement parallèle « Approches culturelles de l'utilisation rationnelle des zones humides - passées, présentes et futures » et a diffusé le numéro spécial de la revue Patrimoine Mondial consacré aux zones humides. Le Centre a également soutenu la Convention de Ramsar sur les zones humides en participant à la Journée mondiale des zones humides 2018, sur le thème des zones humides pour un avenir urbain durable, voir : <http://whc.unesco.org/fr/actualites/1778/>.
128. Le Centre a également participé à la quatorzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 14 de la CDB) à Charm el-Cheikh, Égypte (novembre 2018), voir : <https://whc.unesco.org/fr/actualites/1917/>.
129. Le BLG a fait deux déclarations conjointes lors de la COP 14 pour souligner le renforcement des synergies et de la coopération entre ses membres et réitérer son engagement envers l'élaboration du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Le Centre s'est joint au lancement du partenariat pour la réalisation de l'objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité, établi par le Secrétariat de la CDB (SCDB). Sous les auspices du Programme de travail conjoint entre l'UNESCO et le SCDB sur les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle, l'UNESCO a co-organisé le Sommet sur la nature et la culture, qui a abouti à la « Déclaration de Charm el-Cheikh sur la nature et la culture » et à un dialogue en vue d'une Alliance internationale multipartenaire sur la nature et la culture, qui sera lancée à la COP 15 de la CDB en Chine en 2020.
130. Pour faire suite aux résultats de la réunion du BLG, le Centre et la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) ont proposé conjointement de réaliser une évaluation thématique sur la conservation de la connectivité pour le prochain programme de travail de l'IPBES.
131. La septième session de l'IPBES s'est réunie au siège de l'UNESCO du 29 avril au 4 mai 2019. L'UNESCO est l'un des co-responsables institutionnels de l'IPBES, avec l'ONU Environnement, la FAO et le PNUD. Le premier Rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité a été présenté pour adoption lors de cette réunion. Il a présenté l'état général de la diversité biologique dans le monde et agit comme un signal d'alarme pour la communauté mondiale, en apportant des preuves indiquant que la perte de diversité biologique continue de s'accroître. La publication de l'évaluation est une étape majeure sur la voie de la COP 15 de la CDB (Chine, 2020). Le Centre a participé à la 7^e session de l'IPBES et une déclaration commune de tous les membres du Groupe de liaison des Conventions relatives à la biodiversité (BLG) sur la biodiversité a été publiée, voir : <https://whc.unesco.org/fr/actualites/1967/>.

132. Il est prévu que le Centre participe, avant la 43^e session du Comité, à un atelier sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, organisé par le Secrétariat de la CDB à la demande de sa COP 14, avec la participation de membres du BLG.
133. La coopération active avec le Secrétariat de la CITES s'est poursuivie, concernant l'état de conservation des biens affectés par le commerce illicite d'espèces de faune et de flore sauvages. Le Centre a participé à la célébration de la Journée mondiale de la vie sauvage sur le thème « La vie sous l'eau, pour les personnes et la planète », voir : <http://whc.unesco.org/fr/actualites/1937/>.
134. En juillet 2018, l'UNESCO et la FAO ont signé un nouveau protocole d'accord, qui renouvelle la coopération de longue date entre le Centre du patrimoine mondial et les Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial (SIPAM) de la FAO, et encourage les nouvelles synergies ainsi que les activités communes.

VI. SUIVI DES DÉCISIONS GÉNÉRALES DU COMITÉ

135. Le Secrétariat a travaillé sur diverses activités dont il est rendu compte dans d'autres documents de travail et qui ne sont donc que brièvement exposées ici. Il s'agit notamment de la réflexion sur la réforme du processus de proposition d'inscription en vue d'accroître l'équilibre et la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial (WHC/19/43.COM/12A) ; de l'évaluation de l'efficacité des mécanismes de suivi réactif, y compris les procédures et études de cas (WHC/19/43.COM/7) ; de l'achèvement du Compendium de politiques générales présenté pour examen au Comité du patrimoine mondial (WHC/19/43.COM/11B) ; ainsi que des activités de mobilisation des ressources (WHC/19/43.COM/14). L'organisation d'une réunion d'experts sur les sites de mémoire, demandée par le Comité à sa 42^e session (décisions **42 COM 5A** et **42 COM 8B.24**), est subordonnée à la disponibilité de fonds extrabudgétaires, dont des montants limités ont été, à ce jour, engagés par les États parties à cette fin. Le Secrétariat recherche activement des contributions volontaires afin de financer l'organisation de cette réunion. De plus amples détails sont disponibles dans le document WHC/19/43.COM/8.
136. En 2018, le Directeur général a lancé un processus de transformation stratégique de l'UNESCO, qui vise notamment à préparer les propositions préliminaires pour la Stratégie à moyen terme 2022-2029 (41C/4) et le Programme pour 2022-2023 (41C/5) en tenant compte des défis du monde contemporain et de l'impact sur les axes de programme de l'UNESCO. La réflexion sur le troisième pilier - d'avril 2019 à mai 2020 - associera les États membres, le Secrétariat, les programmes et conventions intergouvernementaux de l'UNESCO et vise à mieux définir la contribution de l'UNESCO aux cadres d'action au niveau international, en particulier l'Agenda 2030, reconnaissant qu'elle est fondée sur les principes d'universalité, d'intégration et de transformation, et qu'elle constitue le cadre d'action du système des Nations Unies. Ces dernières années, le Comité du patrimoine mondial s'est penché sur un certain nombre de questions stratégiques liées à la gouvernance et aux méthodes de travail de la Convention, telles que la crédibilité de la Convention, le renforcement du dialogue entre les acteurs, etc. À la lumière de cette expérience et des travaux en cours, les membres du Comité et les États parties à la Convention souhaitent peut-être contribuer à cette réflexion stratégique, dans le cadre de la préparation de la Stratégie à moyen terme (41 C/4, 2022-2029) et du Programme pour 2022-23 (41 C/5).

VII. PROJET DE DÉCISION

Projet de décision : 43 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. Ayant examiné le document WHC/19/43.COM/5A,
2. Rappelant la décision **42 COM 5A** adoptée à sa 42^e session (Manama, 2018) et la décision **40 COM 5D** adoptée à sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016) ;
3. Prend note avec satisfaction des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre le résultat escompté, à savoir l'« identification, la protection, le suivi et la gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 », et les cinq objectifs stratégiques présentés dans le document WHC/19/43.COM/5A ;
4. Note en outre les efforts déployés par le Centre du patrimoine mondial pour renforcer la coopération avec les autres accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la biodiversité dans le cadre du BLG, se félicite de la première évaluation mondiale de la biodiversité présentée à la septième session de l'IPBES et invite tous les États parties à la Convention à participer activement à la préparation du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, afin de définir un programme mondial ambitieux pour enrayer la perte de biodiversité, notamment par la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial ;
5. Prend note du fait que les États parties n'ont engagé que des contributions volontaires limitées pour l'organisation d'une réunion d'experts sur les sites de mémoire et invite de nouveau les États parties à apporter des contributions financières à cette fin ;
6. Invite les États parties à soutenir les activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial pour la mise en œuvre de la Convention ;
7. Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter, à sa 44^e session, un rapport sur ses activités.

ANNEXE 1 : RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE DE JUILLET 2018 A JUIN 2019)

Consulter les documents suivants : « *Convention du patrimoine mondial et développement durable* » (WHC/19/43.COM/5C), « *Priorité Afrique, développement durable et patrimoine mondial* » (WHC/19/43.COM/5D), « *Suivi de la Stratégie de renforcement des capacités du patrimoine mondial et rapport d'avancement sur les centres de catégorie 2 du patrimoine mondial* » (WHC/19/43.COM/6) et « *Rapport d'avancement sur la préparation du suivi du deuxième cycle de rapports périodiques* » (WHC/19/43.COM/10A), « *Rapport d'avancement sur le troisième cycle de rapports périodiques* » (WHC/19/43.COM/10B).

Abréviations : Organisations consultatives (**AB**), Afrique (**AFR**), Asie et Pacifique (**APA**), États arabes (**ARB**), Europe et Amérique du Nord (**EUR**), Monde (**GLO**), Amérique latine et Caraïbes (**LAC**), Centre du patrimoine mondial (**WHC**).

1C Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Appui technique aux États parties dans le cadre de l'Inventaire rétrospectif : préparation des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle (RSOUV) et clarification des limites, présenté à la 43 ^e session du Comité du patrimoine mondial.	42 COM 8D 42 COM 8E	Adoption des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle et clarification des limites des biens.
GLO	Assistance aux États parties lors du processus de proposition d'inscription (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> • Soutien en amont apporté à des États parties africains, par exemple pour les Routes des esclaves du Malawi et l'itinéraire du Dr David Livingstone • Travaux engagés pour soutenir la proposition d'inscription du Parc national des montagnes du Balé (Éthiopie), financés par la coopération UNESCO/fonds-en-dépôt de la Région flamande • Appui en amont, avec mission consultative de l'ICOMOS, à l'Ouganda pour la proposition d'inscription de Nyero et autres sites d'art rupestre géométrique de chasseurs-cueilleurs dans l'est de l'Ouganda • Appui en amont, avec mission consultative du Centre du patrimoine mondial, à la Zambie pour la proposition d'inscription du Paysage culturel de Barotse • Assistance technique en amont fournie à l'Afrique du Sud pour l'aider à élaborer/terminer le dossier de proposition d'inscription de « Human Rights, Liberation and Reconciliation: Nelson Mandela Legacy Sites » (Droits de l'homme, libération et réconciliation : les sites de l'héritage de Nelson Mandela) • Atelier sur la préparation de la proposition d'inscription transnationale en série de l'Art rupestre géométrique dans la région du lac Victoria, organisé à Kampala (Ouganda) en août 2018, en collaboration avec l'ICOMOS 	Stratégie globale 39 COM 8B.8 38 COM 8B.19 42 COM 7B.5	Meilleure compréhension du mécanisme et du calendrier de proposition d'inscription. Identification de nouveaux sites pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée. Achèvement des dossiers de proposition d'inscription. Soutien des États parties en amont avec un appui et des conseils techniques. Renforcement des capacités locales pour les futures inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial. Révision des listes indicatives. Amélioration des capacités d'inventaire du patrimoine culturel et naturel.

	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion de coordination sous-régionale en Asie centrale du groupe de travail sur la proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie : le couloir Fergana Syrdarya, le 2 octobre 2018 (Almaty, Kazakhstan). Financé par le projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais « Soutien aux sites du patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie centrale (phase II) » • Missions techniques du Centre du patrimoine mondial et de l'UICN dans la région du Pantanal, au Paraguay, concernant l'achèvement du nouveau plan de gestion de cette zone naturelle en vue d'une éventuelle proposition d'inscription 		
GLO	Enquête de consultation en ligne et réunion d'experts, sur la base de la décision 42COM, afin d'examiner le processus de proposition d'inscription, les listes indicatives et le processus en amont, en gardant à l'esprit la Stratégie globale, et afin d'envisager d'autres mesures possibles ; voir le rapport complet dans le document WHC/19/43.COM/INF.8.	42 COM 12A	24 experts de toutes les régions du monde, y compris des représentants des peuples autochtones, des jeunes, des Organisations consultatives et du Centre du patrimoine mondial, ont participé à la réunion à Tunis (23-25 janvier 2019).
GLO	Réunion d'experts juridiques soutenue par l'Agence française pour la biodiversité et la Fondation Prince Albert II de Monaco, les 11 et 12 décembre 2018 (Monaco), afin de réfléchir aux modalités qui permettraient à des aires marines uniques au monde, situées au-delà des juridictions nationales, de bénéficier d'une protection au titre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> de 1972.	Stratégie globale 29 COM 5B 18 GA 8	Accord sur le fait que le champ d'application de la <i>Convention</i> couvre les zones de valeur universelle exceptionnelle situées au-delà des juridictions nationales et que l'absence de procédures dans les <i>Orientations</i> est un oubli, voir : http://whc.unesco.org/fr/actualites/1912/ .
AFR	Le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) a organisé des initiatives visant à améliorer la représentation de l'Afrique sur la Liste du patrimoine mondial : <ul style="list-style-type: none"> • Un cours de formation francophone de trois semaines sur les propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en septembre 2018 (Kigali, Rwanda), avec l'École du Patrimoine Africain (EPA) et l'UICN, dans le cadre du mécanisme de renforcement des capacités des programmes de l'AWHF 2018-2022 • Un atelier régional sur l'harmonisation des listes indicatives en Afrique de l'Est, en juin 2019 (Kigali, Rwanda) 	Stratégie globale	Des participants venus de pays d'Afrique francophones et lusophones (Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Rwanda et Togo) y ont assisté. Élaboration d'une feuille de route possible pour la préparation d'une proposition d'inscription transnationale en série concernant la région du lac Victoria.
AFR	L'Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI) a présenté les résultats d'une mission en amont menée dans le Parc national d'Odzala-Kokoua (Congo) en août 2018. À l'occasion de cette réunion, une session de formation sur la <i>Convention</i> a été dispensée pour les experts nationaux. Un deuxième atelier (avril 2019) vise à élaborer un plan d'action national en vue d'un dossier de proposition d'inscription. Deux ateliers sur la <i>Convention</i> sont prévus au Gabon en mai et juin 2019.	42 COM 7	Des études de faisabilité sont en cours pour évaluer la valeur universelle exceptionnelle du Parc national d'Ivindo (Gabon) et du Parc national d'Odzala (Congo). Appui technique aux autorités congolaises pour la préparation d'un dossier de proposition d'inscription concernant le Parc national d'Odzala-Kokoua (Congo).

APA	<p>Troisième atelier sur le processus de proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie en Asie du Sud, le 12 novembre 2018 (Xi'an, Chine), organisé par : le Centre du patrimoine mondial ; l'Administration nationale du patrimoine culturel de Chine (SACH) ; le gouvernement populaire municipal de Xi'an ; et le Centre international de conservation de l'ICOMOS à Xi'an (IICC Xi'an).</p> <p>Des participants venus de Chine et du Népal, des personnes ressources internationales ainsi que le Centre du patrimoine mondial se sont réunis pour cette activité de suivi.</p>	42 COM 7B.5	Des points d'action ont été définis et trois corridors du patrimoine proposés par le Népal (couvrant le Népal, la Chine et l'Inde) ainsi que trois autres proposés par la Chine (couvrant l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, le Myanmar, le Népal et le Pakistan) ont été relevés.
APA	<p>5^e réunion du Comité de coordination de la proposition d'inscription en série des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial, 4-5 décembre 2018 (Achgabat, Turkménistan), organisée par le WHC et le bureau multipays de l'UNESCO à Téhéran, en coopération avec le ministère turkmène des Affaires étrangères et la Commission nationale turkmène pour l'UNESCO. Financé en partie par le projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais « Soutien aux sites du patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie centrale (phase II) » et par les contributions volontaires des gouvernements chinois et kazakh au Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Parmi les participants figuraient des référents nationaux et des experts venus de 13 pays, des représentants du Centre international de conservation de l'ICOMOS-Xi'an (IICC-X), le Secrétariat du Comité de coordination, des représentants de l'UNESCO et des personnes ressources internationales, dont l'Institut international d'études pour l'Asie centrale (IICAS) et le University College of London (UCL), pour contribuer aux débats sur l'assistance technique et la coopération.</p>	42 COM 7B.5	<p>Les participants ont adopté la Décision d'Achgabat, qui appelle notamment le CIC des Routes de la soie à recentrer ses efforts sur la conservation.</p> <p>Les Routes maritimes de la soie n'étaient pas considérées comme relevant du mandat du CIC, mais ce dernier pourrait fournir un exemple afin de mettre en place un mécanisme de coordination similaire, si nécessaire.</p>
ARB	Atelier international sur les Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle (RSOUV) de la « Vieille ville d'Hébron/AI-Khalil », siège de l'UNESCO, Paris, 10-11 décembre 2018. Cet atelier, organisé par le Centre du patrimoine mondial, s'est déroulé en présence de l'ICOMOS, de l'ICCROM, des Autorités palestiniennes et du bureau de l'UNESCO à Ramallah.	42 COM 7A.28	Rédaction d'une RSOUV et de l'État de conservation souhaité (DSOCR) du bien.
EUR	<p>Conclusion du projet pilote en amont « Vers une gouvernance renforcée du patrimoine naturel et culturel transfrontalier commun de la région du lac Ohrid » (Albanie et République de Macédoine du Nord), avec un financement de 2,4 millions de dollars EU (co-financement de l'UE et de l'Albanie pour un projet de 4 ans) de 2014 à 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique pour la préparation du dossier d'extension du bien du patrimoine mondial « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » (République de Macédoine du Nord), soumis par l'Albanie en février 2018 	35 COM 12 38 COM 7B.58	<p>Amélioration de la coopération transfrontalière et de l'efficacité de la gestion pour la protection et le développement durable du patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid.</p> <p>Détermination des atouts culturels et naturels de la région d'Ohrid et sauvegarde de ceux-ci par les autorités locales et nationales.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de mécanismes de gestion intégrée fondés sur la coopération intersectorielle et la participation du public Renforcement de la coopération transfrontalière, avec l'organisation de réunions du groupe transfrontalier Renforcement des capacités en matière d'efficacité de gestion et de coopération transfrontalière par le biais d'ateliers et de cours de formation Détermination du profil de la zone transfrontalière et de ses possibilités de développement durable Mise en œuvre de la campagne de sensibilisation aux déchets par des activités sur la gestion et la réduction des eaux usées et des déchets solides 		<p>La nature complexe du projet, s'agissant d'un site mixte et transfrontalier, l'a rendu difficile à mettre en œuvre en faisant participer efficacement les communautés locales et en assurant une coopération transfrontalière.</p> <p>Des efforts déployés aux niveaux local, régional et national par les autorités et les communautés locales des deux pays sont essentiels pour assurer la sauvegarde du patrimoine unique de cette région. Voir : http://whc.unesco.org/fr/region-du-lac-Ohrid/</p>
LAC	<p>Atelier international, décembre 2018 (Lima, Pérou) avec les autorités nationales, les gestionnaires de sites, l'ICOMOS et l'UICN comme première étape pour tester une méthodologie participative de mise à jour de la Liste indicative de cet État partie.</p> <p>L'atelier national de suivi pour achever la proposition de Liste indicative a eu lieu en avril 2019, et la version finale a été officiellement soumise au Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Ces activités s'inscrivaient dans un projet d'assistance internationale financé par le Fonds du patrimoine mondial.</p>	Stratégie globale	<p>Mise à jour de la Liste indicative après une analyse exemplaire et participative au niveau national.</p> <p>Première application pilote de la méthodologie développée dans la région LAC, en collaboration avec les Organisations consultatives.</p>
LAC	Réunions de haut niveau avec les autorités nationales et locales compétentes de la région du Pantanal au Paraguay, pour approuver et communiquer les résultats finaux d'un projet soutenu par le fonds-en-dépôt espagnol, dans le cadre d'une série de projets pilotes concernant les plans d'action sous-régionaux d'Amérique du Sud et des Caraïbes.	Stratégie globale	La conclusion de ce projet et la feuille de route qui en découle pour cette aire naturelle encouragent la présentation de propositions d'inscription portant sur des typologies patrimoniales sous-représentées.
LAC	<p>Mise en œuvre de la première phase d'un projet du Programme de participation avec Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Grenade, en vue d'établir un inventaire du patrimoine culturel et naturel au niveau national.</p> <p>Approuvé en 2018, ce projet est coordonné par le bureau de l'UNESCO à Kingston et financé en partie par le fonds-en-dépôt néerlandais pour le patrimoine mondial.</p>	Stratégie globale	L'objectif est de mettre à jour et d'harmoniser les listes indicatives de la sous-région sous-représentée des Caraïbes, en faisant appel à la coopération internationale entre les États parties.
2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées

GLO	Soutien au développement de plans de gestion des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions.	38 COM 7B 38 COM 7A	Mise à jour et finalisation des plans de gestion.
GLO	Mise à jour régulière du Système d'information sur l'état de conservation (http://whc.unesco.org/fr/soc/), avec intégration de tous les rapports sur l'état de conservation examinés par le Comité à sa 42 ^e session, les rapports de mission, les rapports des États parties (intégraux ou résumés) afin d'améliorer le système de gestion des connaissances. Progression du travail de mise en ligne de l'ensemble des rapports de mission de conseil et de suivi réactif depuis 1979.	37 COM 7C	À la mi-mars 2018, plus d'un million de pages vues (source : Googleanalytics)
GLO	21 missions de suivi réactif ont été effectuées ou sont prévues dans toutes les régions au moment de la rédaction du présent document, conformément aux décisions prises par le Comité : <ul style="list-style-type: none"> • Mission conjointe WHC/UICN au « Parc national de Phong Nha - Ke Bang », Viet Nam, juillet 2018 • Mission conjointe WHC/ICOMOS dans la « Contrée naturelle et culturo-historique de Kotor », Monténégro, octobre 2018 • Mission conjointe WHC/UICN dans la « Forêt Bialowieza », Bélarus/Pologne, septembre/octobre 2018 • Mission du Centre du patrimoine mondial sur les biens du patrimoine mondial de « Byblos » et « Tyr », Liban, octobre 2018 • Mission conjointe WHC/ICOMOS dans l'« Ancienne cité de Nessebar », Bulgarie, octobre 2018 • Missions conjointes WHC/ICOMOS aux « Monuments historiques à Makli, Thatta », Pakistan, janvier 2019 • Mission conjointe WHC/UICN dans la « Zone de conservation de Guanacaste », Costa Rica, janvier 2019 • Mission conjointe WHC/UICN dans la « Réserve naturelle intégrale du mont Nimba », Côte d'Ivoire/Guinée, janvier 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS au « Centre historique de Shakhryabz », Ouzbékistan, janvier/février 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS à « Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne », Soudan, février 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS au « Centre historique de Prague », République tchèque, mars 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS/UICN dans la « Zone de conservation de Ngorongoro », République-Unie de Tanzanie, mars 2019 	42 COM 7B 42 COM 7A	Analyse détaillée de l'état de conservation du bien, avec des recommandations. Soutien à la mise en œuvre des recommandations par l'État partie.

	<ul style="list-style-type: none"> • Mission conjointe WHC/ICOMOS/UICN au « Complexe paysager de Trang An », Viet Nam, mars/avril 2019 • Mission conjointe WHC/UICN au « Parc national du Manovo-Gounda St Floris », République centrafricaine, mars/avril 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM à l'« Ensemble historique du Palais du Potala, Lhasa », Chine, avril 2019 • Mission conjointe WHC/UICN/ICOMOS à l'« Archipel de Socotra », Yémen, avril 2019 • Mission conjointe WHC/UICN/ICOMOS aux « Ahwar du sud de l'Iraq : refuge de biodiversité et paysage relique des villes mésopotamiennes », Iraq, avril/mai 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS à « Budapest, avec les rives du Danube, le quartier du château de Buda et l'avenue Andrassy », Hongrie, avril/mai 2019 • Mission conjointe WHC/UICN à « Rennell Est », Îles Salomon, mai 2019 • Mission conjointe WHC/ICOMOS au « Caire historique », Égypte, juin 2019 • Mission conjointe WHC/UICN aux « Volcans du Kamchatka », Fédération de Russie, août 2019 		
GLO	<p>Activités de conservation menées à bien dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financés par l'UNESCO/fonds-en-dépôt hongrois, des travaux de conservation urgents ont été effectués dans le « Paysage culturel de Sukur » (Nigeria) • Mission consultative WHC/ICOMOS au « Centre historique d'Agadez » (Niger) pour aider à la mise en œuvre des recommandations du Comité du patrimoine mondial • Grâce à l'assistance internationale, en 2018, des actions urgentes ont été menées dans les « Villes anciennes de Djenné », au « Tombeau des Askia » et aux « Falaises de Bandiagara (pays dogon) » (Mali) • Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM aux « Forts et châteaux de Volta, d'Accra et des régions centrale et ouest » (Ghana) afin de conseiller l'État partie pour l'amélioration des installations touristiques du château d'Elmina. • Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS sur les « Sites archéologiques de l'île de Méroé », Soudan, 20-23 février 2019 • Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS sur le « Site archéologique de Carthage », Tunisie, mars/avril 2019 	<p>Stratégie globale</p> <p>Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des points 7A et 7B</p>	<p>Restauration du musée du site, restauration du Centre local de soins primaires et de sept nouveaux points d'eau</p> <p>Recommandations sur le projet concernant la construction d'un nouvel abri protecteur sur l'une des composantes du bien du patrimoine mondial.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Mission consultative conjointe WHC/UICN sur les composantes slovaques du bien du patrimoine mondial « Forêts primaires et anciennes de hêtres des Carpates et d'autres régions d'Europe » (Albanie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Allemagne, Italie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Ukraine) • Mission consultative conjointe WHC/UICN sur le bien du patrimoine mondial « Parc national de Durmitor » (Monténégro) • Assistance internationale pour des projets de conservation mis en œuvre en Ukraine, en Bulgarie et en Arménie • Mission consultative de l'ICOMOS au « Port, forteresses et ensemble monumental de Carthagène » (Colombie) afin d'aider l'État partie sur diverses questions de gestion. • Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS sur le « Paysage industriel de Fray Bentos » afin d'aider les autorités nationales à achever et à mettre en œuvre le plan de gestion du bien et les projets de développement futur • Missions consultatives de l'ICOMOS aux « Usines de salpêtre de Humberstone et de Santa Laura » (Chili) et à « Coro et son port » (République bolivarienne du Venezuela) afin d'aider les États parties à atteindre l'état de conservation souhaité pour le retrait de ces biens de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) 		
GLO	Lancement de la mise à jour de l'évaluation scientifique mondiale 2017 des effets du changement climatique sur les récifs coralliens du patrimoine mondial, soutenue par l'Agence française pour la biodiversité (septembre 2018).	41 COM 7.21	Publication des dernières informations scientifiques montrant que la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat est essentielle à la survie des récifs coralliens inscrits au patrimoine mondial, voir : http://whc.unesco.org/fr/actualites/1878/
GLO	Collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour renforcer les relations entre le secteur du tourisme et celui de la culture et contribuer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. 3 ^e Conférence mondiale OMT/UNESCO sur le tourisme et la culture, co-organisée par l'OMT et l'UNESCO du 3 au 5 décembre 2018, et accueillie par la Turquie, à Istanbul.	Politique de 2015 pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>	Concentration sur la technologie, les modèles de gestion des visiteurs et les approches qui confèrent le plus large éventail possible de bénéfices aux visiteurs et à la population locale, tout en préservant les valeurs et le patrimoine culturels suivant les principes du tourisme responsable et du Code mondial d'éthique du tourisme de l'OMT. La conférence a souligné que le tourisme durable pouvait apporter une importante contribution aux ODD, sur le plan de la réduction de la pauvreté, de la lutte contre les inégalités et de la promotion d'une croissance inclusive.

		(politique WH-SD de 2015).	
GLO	<p>Lancement d'un consortium public-privé de 9 millions de dollars EU pour élaborer et intégrer des stratégies globales de résilience dans la gestion de cinq sites marins pilotes du patrimoine mondial lors de la conférence Our Ocean de 2018 à Bali, en Indonésie.</p> <p>Un consortium international de partenaires pilote cette initiative, notamment : le Centre du patrimoine mondial ; la Fondation Rockefeller et ses 100 villes résilientes ; la BHP Foundation ; le réseau Reef Resilience Network de The Nature Conservancy ; la Great Barrier Reef Foundation ; et AECOM, société mondiale de conseil en ingénierie environnementale.</p>	<p>40 COM 7</p> <p>41 COM 7</p> <p>Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique</p>	<p>Renforcement novateur des capacités sur les sites marins du patrimoine mondial afin d'améliorer la résilience des biens du patrimoine mondial et de garantir leur adaptation au changement climatique, en réduisant les pressions et les menaces, et en élaborant des stratégies d'adaptation au changement climatique pour les biens à risque.</p> <p>Assistance accrue du Centre du patrimoine mondial pour aider les États parties à appliquer des mesures de gestion appropriées pour faire face aux effets négatifs du changement climatique sur les sites marins du patrimoine mondial.</p>
GLO	<p>Développement et expérimentation d'un outil d'évaluation de la gestion des visiteurs permettant aux acteurs de la gestion des sites du patrimoine mondial d'évaluer la gestion du tourisme selon un ensemble d'indicateurs sociaux, économiques et environnementaux, en lien avec les Objectifs de développement durable (novembre 2018).</p>	42 COM 5A	<p>L'outil a fait l'objet d'un essai pilote sur le site du patrimoine mondial de Luang Prabang, au Laos, en collaboration avec l'agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'université de Western Sydney, et a été présenté aux autorités gouvernementales à Vientiane.</p>
GLO	<p>Manifestation conjointe « La planète vivante - le fondement du développement durable : contribution des conventions relatives à la biodiversité à la réalisation des Objectifs de développement durable » lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2018, qui s'est tenu au siège des Nations Unies à New York du 9 au 18 juillet 2018.</p>	Politique WH-SD de 2015	<p>Mise en avant de l'importance cruciale de la biodiversité et des écosystèmes pour les objectifs du Programme 2030 et démonstration de la contribution des conventions à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)</p>
GLO	<p>Le Centre du patrimoine mondial a accueilli la 13^e réunion du Groupe de liaison des conventions relatives à la biodiversité (BLG) au siège de l'UNESCO (18-19 septembre 2018).</p> <p>Voir : https://www.cbd.int/blg/</p>	<p>Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique</p>	<p>Le BLG a examiné les moyens de renforcer la coopération pour lutter contre l'accélération de la perte mondiale de biodiversité, en particulier dans la perspective du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.</p>
GLO	<p>Le Centre du patrimoine mondial a participé à la quatorzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 14 de la CBD) à Charm el-Cheikh, en Égypte, en novembre 2018.</p> <p>Voir : https://whc.unesco.org/fr/actualites/1917/</p>	<p>Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique</p>	<p>Le BLG a fait deux déclarations conjointes pour souligner le renforcement des synergies et de la coopération entre ses membres et réitérer son engagement envers l'élaboration du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.</p>

AFR	<p>Mise à jour des plans ou sous-plans de gestion, notamment concernant le tourisme durable, la planification des affaires, les risques de catastrophe, les ressources culturelles, les espèces exotiques envahissantes, etc. pour les biens suivants du patrimoine mondial en Afrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parc Maloti-Drakensberg (Lesotho/Afrique du Sud) • Mosi-oa-Tunya/chutes Victoria (Zambie/Zimbabwe) • Zone de conservation de Ngorongoro (Tanzanie) • Monts Rwenzori (Ouganda) • Parcs nationaux du Lac Turkana (Kenya) • Parc de la zone humide d'iSimangaliso (Afrique du Sud) • Sites des hominidés fossiles d'Afrique du Sud (Afrique du Sud) • Parc national du Niokolo-Koba (Sénégal) <p>Mise à jour en cours des plans ou sous-plans de gestion des biens suivants, dont certains bénéficient d'une assistance internationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parc national du lac Malawi (Malawi) • Art rupestre de Chongoni (Malawi) • Delta de l'Okavango (Botswana) • Zone de conservation de Ngorongoro (Tanzanie) • Réseau des lacs du Kenya dans la vallée du Grand Rift (Kenya) • Parc national de Mana Pools, aires de safari Sapi et Chewore (Zimbabwe) • Parc national du Simien (Éthiopie) • Paysage culturel de Mapungubwe (Afrique du Sud) 	42 COM 7	Plus grande efficacité de la gestion et sensibilisation accrue au rôle et à l'importance de la planification de la gestion pour la conservation des biens du patrimoine mondial, l'implication des communautés locales et la gestion des risques.
AFR	Lancement du projet de coopération financé par l'UNESCO/fonds-en-dépôt de la Région flamande pour soutenir une modification importante des limites du « Parc national du Simien » (Éthiopie) et des extensions transfrontalières stratégiques visant à renforcer l'intégrité, notamment du « Delta de l'Okavango » (Botswana).	42 COM 7B.91 38 COM 8B.5	Préparation des modifications des limites.
AFR	Mission consultative de l'ICOMOS aux « Palais royaux d'Abomey » (Bénin).	41 COM 7B.66	Déploiement de quatre projets s'inscrivant dans le programme de développement touristique « Bénin Révélé », qui prévoit des interventions sur le bien ainsi que sur les sites figurant sur la Liste indicative du Bénin.
AFR	Réunion d'experts suite à la mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS/UICN dans la « Zone de conservation de Ngorongoro » (mars 2019) sur la conservation des empreintes de Laetoli et le projet de musée à Paris en mars 2019.	41 COM 7B.39	Discussions au sujet du projet de musée proposé.

AFR	<p>Le « Programme de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens » du Mali a organisé les travaux de conservation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restauration et conservation des mosquées Sidi Yahia et Sankoré à Tombouctou et du Tombeau des Askia à Gao • Reconstruction des murs de clôture de deux cimetières abritant les mausolées de saints à Tombouctou • Réhabilitation de trois musées à Tombouctou et à Gao • Reconstruction du monument Al Farouk et rénovation partielle de la Place de l'indépendance à Tombouctou • Installation d'un dispositif électrique solaire pour la mosquée de Djenné 	<p>42 COM 7A.13 42 COM 7A.14 42 COM 7A.15</p>	<p>Le soutien financier de l'Union européenne et de l'Espagne a permis de réaliser de nombreux travaux dans ce cadre.</p>
AFR	<p>L'AWHF, afin de contribuer à l'état de conservation des biens du patrimoine mondial d'Afrique, a accordé deux subventions pour la conservation et deux bourses de recherche pour le patrimoine mondial (bourses d'études Moses Mapesa).</p>	<p>41 COM 8C.3 42 COM 7</p>	<p>Élaboration d'un plan de gestion des risques de catastrophe pour le « Parc national de la Comoé » et d'un plan de gestion stratégique pour l'utilisation durable du patrimoine naturel des kayas sacrés sur le littoral kenyan.</p> <p>Bourses de recherche pour le patrimoine mondial accordées à de jeunes chercheurs africains du Bénin et de Madagascar pour contribuer à un programme de recherche de doctorat et un de master.</p>
AFR	<p>Réalisation d'importants progrès dans la mise en œuvre et l'exécution du projet financé par l'Union européenne, Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI). Une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) a été réalisée (mars 2019) afin d'évaluer l'impact des activités agro-industrielles sur la « Réserve de faune du Dja » (Cameroun). Le rapport d'évaluation est attendu pour avril 2019.</p>	<p>42 COM 7</p>	<p>Subventions allouées à l'« Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda » (Gabon), au « Trinationnel de la Sangha » (Congo, Cameroun et République centrafricaine) et à la « Réserve de faune du Dja » (Cameroun) pour améliorer la gestion de ces biens naturels en finançant des activités de conservation et en renforçant les capacités techniques du personnel des parcs.</p> <p>Les recommandations de l'EIE doivent être mises en œuvre par la société et l'État partie.</p>
APA	<p>Évaluation détaillée des dégâts causés au patrimoine culturel des Tonga par le cyclone tropical Gita, 16-23 juin 2018, y compris les sites de la Liste indicative des Tonga.</p> <p>Organisée par le bureau de l'UNESCO à Apia et financée par le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour le patrimoine.</p>	<p>42 COM 7</p> <p>Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur</p>	<p>Production du document « Tongatapu, Kingdom of Tonga: detailed damage assessment and a recovery plan for cultural heritage sites following tropical cyclone Gita; final report (historical buildings) » [Tongatapu, Royaume des Tonga : évaluation détaillée des dégâts et plan de restauration des sites du patrimoine culturel</p>

	http://www.unesco.org/new/en/member-states/single-view/news/detailed_damage_assessment_of_cultural_heritage_following_cy/	les biens du patrimoine mondial	suite au cyclone tropical Gita ; rapport final (bâtiments historiques)].
APA	<p>Atelier sur l'élaboration d'une stratégie de réduction des risques de catastrophe pour les villes patrimoniales : « partage d'expériences sur la stratégie de réduction des risques de catastrophe (RRC) dans trois villes du patrimoine d'Asie du Sud-Est et du Pacifique (i) Melaka et George Town, Malaisie ; (ii) Vieille ville de Semarang, Indonésie ; (iii) Ville portuaire historique de Levuka, Fidji, » 24-25 juillet 2018 (Semarang, Indonésie).</p> <p>Soutenu par le Fonds-en-dépôt UNESCO/Malaisie.</p> <p>http://www.unesco.org/new/en/apia/about-this-office/single-view/news/developing_disaster_risk_reduction_strategy_of_heritage_citi/</p>	<p>42 COM 7</p> <p>Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial</p>	<p>Production d'une carte des risques de la Ville portuaire historique de Levuka et réalisation d'une évaluation de la vulnérabilité. Compilation des informations recueillies dans la base de données d'un SIG, hébergé par le Fiji National Trust (FNT).</p> <p>Recueil de récits et de souvenirs de la communauté sur les risques passés. Le FNT a également cartographié les mesures d'atténuation existantes afin d'élaborer une stratégie de RRC et une carte des risques pour le patrimoine.</p>
APA	<p>Atelier sous-régional d'Asie centrale - Élaboration de stratégies de gestion pour les corridors des Routes de la soie, 3-4 octobre 2018 et 26 juin 2019 (Almaty, Kazakhstan).</p> <p>Atelier de clôture de la phase II du projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais, 27-28 juin 2019 (Almaty, Kazakhstan).</p> <p>Financé par le projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais « Soutien aux sites du patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie centrale (phase II) ».</p>	42 COM 7B.5	<p>Renforcement des capacités des experts du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, d'experts internationaux et régionaux, de représentants de l'UNESCO et d'autres partenaires.</p> <p>Les participants ont convenu de collaborer à la préparation de systèmes de gestion pour les parties/sites constitutifs des propositions d'inscription transnationales en série des Routes de la soie en Asie centrale et ont examiné les progrès actuels.</p>
APA	<p>Réunion du Comité de pilotage international de Lumbini réunissant des parties prenantes internationales, nationales et locales, dont des représentants de plusieurs organisations bouddhistes, 8-10 mars 2019 (Lumbini, Népal).</p> <p>Financé par le projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais pour la sauvegarde de Lumbini (phase III).</p>	42 COM 7B.13	<p>Communication au gouvernement népalais et à l'UNESCO de l'avancement technique des opérations menées dans le cadre du projet pour Lumbini, financé par l'UNESCO/fonds-en-dépôt japonais. Revue des travaux effectués en 2018 et accord sur les aspects techniques du programme pour l'année à venir.</p> <p>Nécessité d'améliorer la coordination entre divers projets de développement et d'infrastructure menés par les agences internationales et les gouvernements à Lumbini.</p>
APA	<p>Atelier et réunion d'experts internationaux « Paysage culturel et préservation de son importance - Bhoutan », 1er-6 mai 2019 (Thimphu, Bhoutan).</p>	Stratégie globale	<p>Renforcement des capacités de la Division de la conservation des sites du patrimoine (DCSH) du Département de la culture du ministère de l'Intérieur et des Affaires culturelles du Bhoutan.</p> <p>Élaboration d'un plan de gestion pour le dzong de Punakha et meilleure compréhension par les autorités</p>

			bhoutanaises de la méthodologie employée pour la gestion des paysages culturels.
ARB	Réunion d'experts Sud-Sud au « Parc national marin de Sanganeb et Parc national marin de la baie de Dungonab - île de Mukkawar », au Soudan, organisée par le Programme marin (9-13 octobre 2018). Avec l'appui du gouvernement flamand, pour partager des expériences concernant le statut de patrimoine mondial et les moyens de subsistance qui bénéficient de la conservation de la VUE.	42 COM 7B.99	Première coopération Sud-Sud sur des sites du patrimoine mondial marin, avec traduction en arabe d'un guide des meilleures pratiques sur la gestion des sites du patrimoine mondial marin. Détermination de domaines cibles dans lesquels le Programme marin peut réunir l'expertise et les ressources financières pour soutenir la gestion du « Parc national marin de Sanganeb et Parc national marin de la baie de Dungonab - île de Mukkawar ».
ARB	Lancement du projet d'assistance internationale relatif au plan de gestion et au plan de conservation du site du patrimoine mondial de la Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil, juillet 2018-janvier 2020.	42 COM 7A.28	Préparation du plan de gestion et de conservation de la Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil, en étroite coordination avec les Organisations consultatives et le Centre du patrimoine mondial.
ARB	Événement parallèle à la 42 ^e session du Comité du patrimoine mondial présentant l'Initiative de l'UNESCO « Faire revivre l'esprit de Mossoul », Manama, Bahreïn (29 juin 2018). Conférence internationale « Faire revivre l'esprit de Mossoul », 10 septembre 2018 (siège de l'UNESCO, Paris), organisée par l'UNESCO en collaboration avec le gouvernement iraquien, pour comprendre la situation actuelle à Mossoul. Des projets ont été présentés pour illustrer la raison d'être de l'initiative « Faire revivre l'esprit de Mossoul » menée par l'UNESCO.	Initiative de l'UNESCO : Faire revivre l'esprit de Mossoul	Les projets contribueront à réhabiliter les sites patrimoniaux de Mossoul et à revitaliser sa vie culturelle et ses institutions formelles. Manifestation de la solidarité de la communauté internationale avec le gouvernement iraquien, en particulier face aux défis économiques, sociaux, humanitaires et juridiques auxquels il est confronté, et appui à la recherche de réponses durables aux besoins les plus urgents de la ville.
ARB	Atelier sur la prise en compte du patrimoine culturel dans les évaluations d'impact en Égypte (Le Caire, 18-21 mars 2019).	39 COM 7.11	Renforcement de l'expertise locale en matière de patrimoine culturel et d'évaluations d'impact sur le patrimoine.
ARB	Réunion d'experts sur la « Sauvegarde des systèmes oasiens du Maghreb », 29 octobre - 1 novembre 2018 (Oujda, Maroc), organisée par le bureau de l'UNESCO à Rabat et l'Agence de l'Oriental, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Communication et avec le soutien financier des Pays-Bas.		Renforcement de l'expertise locale en matière de protection des systèmes oasiens au Maghreb.
ARB	Lancement du projet d'assistance internationale pour accompagner la première phase du plan directeur relatif au « Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din » (Syrie), janvier 2019 - décembre 2020.	42 COM 7A.34 42 COM 7A.36	Élaboration d'un plan de gestion pour ce bien.

ARB	Participation au « Symposium international sur le patrimoine fortifié d'Oran - Bonnes pratiques en réhabilitation et réutilisation des fortifications », Oran, Algérie, 6-7 novembre 2018.	Politique WH-SD de 2015	Échanges en matière d'expertise technique et études de cas sur le patrimoine fortifié dans la région, en collaboration avec l'ICOFORT au niveau régional et avec l'Institut Cervantes (Espagne) au niveau local, avec le soutien et la participation des autorités algériennes.
EUR	Mission consultative de haut niveau UNESCO/ICOMOS au « Centre historique de Vienne », avec la participation du sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO et de la directrice générale de l'ICOMOS, pour évaluer l'état de conservation du bien.	42 COM 7A.5	Engagement de l'UNESCO et de l'ICOMOS exprimé au plus haut niveau en faveur d'un dialogue constructif avec tous les acteurs impliqués dans l'état de conservation du bien, par le biais de réunions avec les représentants de l'État partie et de la municipalité ainsi que les représentants de la société civile.
EUR	L'Etat partie de la Turquie a organisé un atelier international à Istanbul intitulé « Passé, présent et futur des études d'impacts sur le patrimoine culturel » (le 17 et 18 avril 2019) avec la participation du Centre du patrimoine mondial.		Les conclusions des discussions tenues au cours de l'atelier contribueront à améliorer les « Orientations relatives aux études d'impact sur le patrimoine pour les biens du patrimoine mondial culturel ».
EUR	Suite aux réunions entre le Centre et la Turquie (novembre 2018), une Conférence internationale sur les biens archéologiques du patrimoine mondial est en cours d'organisation, en coopération avec une fondation scientifique privée, pour les 4 et 5 décembre 2019 (Istanbul, Turquie) afin de faire le point sur l'expérience acquise dans la gestion des sites du patrimoine archéologique, notamment pour équilibrer recherche, conservation et présentation.	Politique WH-SD de 2015	Mise en place d'un réseau international dédié au partage et à la mise en valeur de l'expérience et des meilleures pratiques des acteurs du patrimoine mondial archéologique de la région au sens large.
EUR	Une réunion entre la directrice générale et l'ambassadeur de l'Islande auprès de l'UNESCO (avril 2019) a marqué le lancement de la co-planification d'une conférence intitulée « Managing complexity: the way forward for World Heritage in the Arctic region » (24-25 octobre 2019), dans le cadre de la Présidence islandaise 2019, du Conseil des ministres nordiques, du ministère de l'Éducation, de la Science et de la Culture.	Politique WH-SD de 2015	Les gestionnaires de sites de la région arctique et nordique et de biens du patrimoine mondial transnational/en série d'Europe sont invités à contribuer à une approche globale des problématiques de gestion de la conservation.
EUR	Conférence soutenue financièrement par l'UNESCO (Programme de participation) sur la « Méthodologie pour la conservation et la consolidation des églises troglodytiques et du système de drainage de l'ensemble monastique de Geghart », Arménie, 2018.		Intégration de mesures de développement durable dans les actions de conservation.
EUR	Projet soutenu financièrement par l'UNESCO (Programme de participation) sur la cartographie numérique et la représentation historique des villes du Bélarus, 2018.		Soutien des efforts de conservation et de gestion des institutions locales et nationales.

EUR	Dialogue avec les parties prenantes au sujet des projets de transition énergétique à l'intérieur ou à proximité de biens du patrimoine mondial en Allemagne.	Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	Meilleure compréhension de la conception de projets d'énergie renouvelable dans le cadre de biens du patrimoine mondial, afin d'assurer une prise de décision plus efficace vis-à-vis de la conservation du patrimoine.
LAC	Soutien du Programme marin en vue d'atteindre l'État de conservation souhaité pour retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril du « Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize », en mettant en place une protection juridique contre l'exploration pétrolière, en définissant une réglementation sur la mangrove et en mettant fin aux ventes et locations de terrains sur le bien. Financé par le gouvernement flamand et M. Adrian et Mme Jacqui Beecroft / Charities Aid Foundation.	40 COM 7A.32 41 COM 7A.2 42 COM 7A.43	Retrait du « Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize » de la Liste du patrimoine mondial en péril. Illustration du potentiel de la <i>Convention</i> de faciliter l'obtention de résultats tangibles en matière de conservation parmi tous les acteurs impliqués.
LAC	Forum à Mexico, en octobre 2018, pour la conservation et la sauvegarde des forêts du bien du patrimoine mondial « Centre historique de Mexico et Xochimilco » et des zones environnantes. Organisé par le bureau de l'UNESCO à Mexico, ce forum a fait intervenir les autorités locales, des universitaires et des communautés.	Stratégie globale	Présentation de conclusions et de propositions, à partir des consultations publiques menées depuis 2017 et auxquelles ont participé des institutions gouvernementales, des universitaires, des agriculteurs et 200 représentants des peuples autochtones.
LAC	Atelier final pour l'élaboration d'un plan de gestion coordonné, participatif et durable des « Missions jésuites de La Santísima Trinidad de Paraná et Jesús de Tavarangue » (Paraguay), le 20 novembre 2018, dans le cadre d'un projet d'assistance internationale financé par le Fonds du patrimoine mondial.	CONF 002 XI 37 COM 8E 37 COM 8D	Information des communautés, ainsi que celles identifiées, au sujet de la mission et des objectifs proposés pour le plan de gestion.
LAC	Révision et achèvement de la phase I du projet « Préservation du patrimoine et appui au secteur touristique » (PAST) par les autorités nationales d'Haïti et la Banque mondiale. La phase II débutera en 2019.	42 COM 7B.39 40 COM 7B.6	Mise en œuvre du projet révisée et confirmée pour la phase suivante, pour contribuer à la conservation et à la gestion du patrimoine mondial.
LAC	Atelier à Quito, Équateur, en septembre 2018, avec six États parties concernés par le « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », sur le thème des stratégies et techniques de conservation de l'architecture en pierre. Cet atelier était le deuxième organisé sur ce thème dans le cadre du projet triennal « Soutien au renforcement de la structure de gestion participative du Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », financé par le fonds-en-dépôt japonais suite aux recommandations du Comité lors de l'inscription du bien.	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	Formation des secrétariats techniques. Accord au sujet des stratégies et techniques appropriées à appliquer dans l'ensemble du bien pour la conservation des éléments en pierre.

LAC	Deux ateliers ont été organisés dans les communautés d'Iglesia (novembre 2018) et de Cachi (mai 2019), en Argentine, en présence de représentants, y compris des membres de la communauté, des six États parties concernés par le bien « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », sur le thème des stratégies et techniques de conservation de l'architecture en terre. Des ateliers ont été organisés dans le cadre du projet triennal financé par le fonds-en-dépôt japonais afin de renforcer le système de gestion participative du « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin ».	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	Formation des secrétariats techniques. Accord au sujet des stratégies et techniques appropriées à appliquer dans l'ensemble du bien pour la conservation des éléments en terre.
LAC	En mars 2019, à Pasto, en Colombie, le dernier atelier s'est tenu avec les six États parties concernés, au sujet du système numérique mis au point pour surveiller l'état de conservation du bien « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », y compris les valeurs du patrimoine immatériel. Cet atelier s'est tenu dans le cadre du projet triennal financé par le fonds-en-dépôt japonais afin de renforcer le système de gestion participative du « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin ».	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	Les États parties ont réalisé le dernier essai du système de surveillance, qui était l'une des principales recommandations concernant le bien lors de son inscription.
3C Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	<p>Organisation d'ateliers de formation dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des activités de renforcement des capacités des acteurs locaux, des institutions maliennes, ainsi que du personnel civil et militaire de la MINUSMA en matière de protection du patrimoine • Atelier de formation UNESCO-Turkménistan et activités sur le terrain, 9-18 octobre 2019, Achgabat et Merv, Turkménistan. Organisé avec des spécialistes de l'université japonaise de Teikyo et de l'Institut d'archéologie de l'University College of London (Royaume-Uni), financé par le biais du projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais « Soutien aux sites du patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie centrale (phase II) » • Élaboration d'études de cas sur Alep, Beyrouth, Sarajevo et Berlin et commande de documents dans le cadre du projet sur la « réconciliation à travers le rétablissement du patrimoine culturel » financé par le fonds-en-dépôt néerlandais • Assistance consultative pour la préparation de plans de gestion (Ukraine), la préparation d'amendements à la législation nationale (Géorgie) et les activités de planification urbaine (Géorgie). 	<p>Stratégie globale</p> <p>Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des points 7A et 7B</p>	<p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites et des archéologues du ministère turkmène de la Culture, de l'Institut d'histoire et des parcs archéologiques en matière de documentation, de conservation et de gestion des monuments architecturaux et des sites archéologiques.</p> <p>Obtention de nombreuses informations sur les expériences de reconstruction après un conflit, pour éclairer les politiques de reconstruction et de relèvement post-conflit dans les villes du patrimoine mondial des États arabes.</p>

GLO	<p>Des actions de renforcement des capacités spécifiques à la Recommandation concernant le paysage urbain historique (PUH) de 2011 ont été organisées dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion des centres de catégorie 2 à l'ARC-WH (Bahreïn) en avril 2019, avec une session consacrée à la mise en œuvre de la Recommandation concernant le PUH par les centres de catégorie 2 et les chaires UNESCO • Atelier financé par le fonds-en-dépôt néerlandais, « Conservation d'Asmara : une ville africaine moderniste », qui a eu lieu à Asmara (Érythrée) en décembre 2018 sur le thème du PUH • Atelier national dans le cadre du projet sur l'apport d'un appui technique au Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi à Turkestan, Kazakhstan, par l'introduction de l'approche sur le PUH (30-31 octobre 2018) • Réunion d'experts internationaux sur la mise en œuvre de la Recommandation concernant le PUH au WHITRAP (Shanghai, Chine) 26-28 mars 2018 • Atelier sur l'apport d'un appui technique au Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi à Turkestan, Kazakhstan, par l'introduction de l'approche sur le PUH en Asie centrale, 5-6 mars 2019, avec la participation des gouvernements du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan • Des ateliers de renforcement des capacités pour les professionnels et la communauté locale ont été organisés à Chakhrisabz, Samarcande et Boukhara, en Ouzbékistan, par la mission conjointe de haut niveau WHC/ICOMOS à Chakhrisabz • Un colloque international intitulé « Old Town, Neighbourhood Sharing Future » s'est tenu à Beijing (Chine) en septembre 2018 • Formation sur le PUH à Muntok, île de Bangka (Indonésie), en novembre 2018 • Un atelier international pour la conservation et la régénération de l'île de Changzhou, Guangzhou, axé sur les collectivités locales, a été organisé en juillet 2018 • Une nouvelle méthodologie de participation citoyenne pour la mise en œuvre de l'approche sur le PUH a été présentée lors d'une exposition intitulée « Smart City Expo LATAM Congress WeGov: Ciudadanía y Gobierno para el bien Común », qui s'est tenue à Puebla (Mexique) en septembre 2018 • Une conférence sur le thème « Patrimoine, paysage et développement urbain » s'est tenue à Santiago (Chili) en décembre 2018, avec la 	42 COM 5A	<p>Parmi les sessions organisées, celle intitulée « White Pagoda Memoir - Sharing Authentic Historic Urban Landscape » visait à partager les souvenirs de la ville et de la communauté, en tant qu'outil patrimonial authentique, suivant les principes de la Recommandation concernant le PUH.</p> <p>Concentration sur l'approche du PUH pour intégrer le patrimoine culturel dans les mesures et plans de développement urbain.</p> <p>Débat sur la Recommandation concernant le PUH pour encourager les politiques nationales sur le patrimoine et la qualité de vie en Amérique latine.</p> <p>Participation des autorités locales et régionales, de membres du corps enseignant et d'étudiants des départements d'architecture et d'urbanisme des universités du nord du Pérou, ainsi que de membres de diverses associations culturelles.</p> <p>La sixième édition de cette réunion biennale a bénéficié aux autorités municipales de Trujillo, Cajamarca,</p>
-----	---	-----------	--

	<p>participation du référent national chilien pour le patrimoine culturel et d'experts internationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Co-organisée par le bureau de l'UNESCO à Lima, la municipalité provinciale de Trujillo et la Chambre de commerce de la ville de Trujillo, une série de séminaires sur les « Contributions du paysage urbain historique à la conception et à la gestion de villes durables » a eu lieu à Trujillo (Mexique) en 2018 • Co-organisée par le bureau de l'UNESCO à Lima, l'Agence espagnole de coopération internationale (AECID) et la municipalité provinciale de Cusco, la sixième Rencontre nationale des villes historiques, axée sur la « Durabilité sociale et économique des villes historiques », a eu lieu en 2018 dans la ville de Cusco (Pérou) et a permis de discuter de l'approche sur le PUH 		<p>Ayacucho et Chachapoyas ainsi qu'aux employés des bureaux régionaux du ministère de la Culture du Pérou des trois villes du patrimoine mondial que compte le pays (Lima, Cusco et Arequipa).</p>
GLO	<p>Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial, 17-26 juin 2018, « Protéger le patrimoine dans un monde en constante évolution », organisé à Manama (Bahreïn) avec la participation de 30 jeunes (17 femmes et 13 hommes) venus de 30 pays : Albanie, Algérie, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Chine, Colombie, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Guatemala, Ghana, Grèce, Inde, Koweït, Pakistan, Palestine, Philippines, Pays-Bas, Pologne, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Thaïlande, Zimbabwe.</p> <p>Voir : https://whc.unesco.org/fr/actualites/1836/</p>		<p>Amélioration des connaissances des jeunes et de leur compréhension des défis et des opportunités de la protection, de la conservation et de la restauration des sites du patrimoine mondial possédant des valeurs associatives.</p> <p>Présentation des résultats du travail des participants sous la forme d'une Déclaration à la 42^e session du Comité du patrimoine mondial.</p>
GLO	<p>Un atelier de renforcement des capacités pour les chefs d'équipe de l'Initiative de Volontariat pour le patrimoine mondial s'est tenu du 12 au 15 mars 2019 au siège de l'UNESCO (Paris, France), en collaboration avec le Comité de coordination du service volontaire international (CCSVI), l'organisation European Heritage Volunteers et la campagne Better World.</p>		<p>Formation à la collecte de fonds, à la sensibilisation, à la communication et à la gestion de projet dispensée aux chefs d'équipe des campagnes de Volontariat pour le patrimoine mondial, à savoir 18 chefs d'équipe de 16 pays, représentant les 5 régions.</p>
GLO	<p>Le 2^{ème} Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial s'est tenu à Manama (Bahreïn) du 21 au 28 juin 2018, sur le thème « Gestionnaire de sites du patrimoine mondial : rôle, responsabilité et besoins de renforcement des capacités ».</p> <p>Ont participé à ce Forum 44 représentants de biens du patrimoine mondial situés dans 33 États parties (Allemagne, Australie, Bahreïn, Barbade, Belize, Botswana, Burkina Faso, Cuba, Chypre, Jordanie, Italie, Lesotho, Lituanie, Malaisie, Malawi, Mali, Myanmar, Norvège, Pakistan, Pologne, République de Corée, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra</p>	42 COM 7	<p>Des sessions de formation et des ateliers ont été organisés par le Centre du patrimoine mondial, l'ICCROM et les autorités bahreïniennes, afin de mieux faire comprendre les processus de prise de décision du patrimoine mondial et d'assurer la protection efficace de la valeur universelle exceptionnelle des biens.</p> <p>Le texte intégral de la Déclaration des participants « Reconnaissance et intégration » est disponible à l'adresse http://whc.unesco.org/fr/evenements/1435/</p>

	Leone, Slovénie, Suède, Turquie, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Zambie et Zimbabwe).		
GLO	Activités opérationnelles du réseau de gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial, regroupant 49 sites marins dans 37 pays, avec le soutien de la Fondation Annenberg, du gouvernement flamand et de l'Agence française pour la biodiversité.	29 COM 5B 37 COM 5E	Formation des gestionnaires au développement de stratégies d'adaptation au climat et d'approches commerciales pour renforcer la pêche durable.
GLO	Visite d'une délégation de haut niveau du Belize à la « Grande Barrière » d'Australie (26-30 novembre 2018) pour échanger les meilleures pratiques concernant le statut emblématique de patrimoine mondial du récif, pour aider à protéger les écosystèmes fragiles des impacts climatiques et garantir aux communautés locales des moyens de subsistance, des emplois et des revenus durables. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1909/	40 COM 5D	Renforcement de la visibilité du travail local de conservation des sites marins et accès à l'expertise marine, avec d'importants échanges de solutions de gestion et de meilleures pratiques entre sites marins du patrimoine mondial.
GLO	Des gestionnaires de sites du patrimoine mondial marin et des experts du monde entier spécialisés en déchets marins se sont réunis sur l'île de Norderney, dans la « mer des Wadden » (14-16 novembre 2018), pour discuter de l'impact des déchets marins et des matières plastiques. Ils ont partagé leurs meilleures pratiques en matière de surveillance des déchets marins, de campagnes de nettoyage et de sensibilisation. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1904/	42 COM 5A	Positionnement du réseau de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial à l'avant-garde du changement dans le domaine de la conservation des océans.
GLO	Lancement par l'UNESCO et la Banque mondiale d'une co-publication intitulée « La culture dans la reconstruction et le relèvement des villes » au siège de l'UNESCO, à Paris, France (16 novembre 2018) et au siège de la Banque mondiale à Washington D.C. (4 mars 2019).	42 COM 5A	Soutien aux praticiens du développement, aux autorités nationales et locales et aux organisations internationales pour intégrer la culture dans les processus de reconstruction et de relèvement des villes, suite à la destruction du patrimoine culturel par des conflits.
GLO	15 ^e Congrès mondial de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, Cracovie, Pologne (2-5 juin 2019). Le thème sera « Patrimoine et tourisme : communautés locales et visiteurs - une responsabilité partagée ».	42 COM 5A	Plate-forme d'échange de connaissances et d'expériences concernant la mise en œuvre de politiques municipales, d'initiatives gouvernementales et locales, ainsi que de solutions visant à protéger, préserver et gérer les villes du patrimoine.
AFR	Atelier sur le renforcement de la conservation et de la gestion d'« Asmara, ville moderniste de l'Afrique, en Érythrée », organisé à Asmara du 18 au 22 mars 2019.	42 COM 5A	Deuxième de deux ateliers de renforcement des capacités dans le cadre du projet UNESCO/fonds-en-dépôt néerlandais « Conservation d'Asmara, ville moderniste de l'Afrique, en Érythrée ».

AFR	Réunion d'experts en novembre 2018 à Paris (France) pour discuter d'une proposition de nouvelle initiative concernant un « Échange Chine-Afrique pour le renforcement des capacités et le partage des connaissances entre praticiens du patrimoine mondial ».	Priorité globale Afrique de l'UNESCO	Mise en avant de la nécessité de se concentrer sur les priorités africaines, de tenir compte de la dimension globale des événements et des engagements et d'adopter une approche axée sur les résultats, fondée sur le renforcement des capacités et les projets sur le terrain.
AFR	Deux ateliers régionaux intitulés « Patrimoine mondial et institutions éducatives en Afrique » ont été organisés à l'université du Great Zimbabwe (Zimbabwe) et à celle de Saint-Louis (Sénégal).	Priorité globale Afrique de l'UNESCO	Échanges et recommandations sur des questions liées à la participation des universités dans la mise en œuvre de la <i>Convention</i> , face à l'urgence de renforcer les capacités africaines de manière durable en puisant dans le réservoir de compétences des établissements d'enseignement africains.
AFR	Réunion régionale sur la sauvegarde des sites transfrontaliers du patrimoine pour le développement durable et la paix en Afrique, organisée dans la ville de Man (Côte d'Ivoire), près de la « Réserve naturelle intégrale du mont Nimba » financée par le fonds-en-dépôt néerlandais, 11-15 février 2019.	Priorité globale Afrique de l'UNESCO	Des documents de travail ont été présentés à environ 60 experts, gestionnaires de sites, partenaires techniques et financiers, universitaires et représentants du secteur privé de 20 pays d'Afrique. 40 institutions concernées par la gestion du patrimoine africain étaient représentées.
AFR	L'AWHF a mené plusieurs initiatives de renforcement des capacités : <ul style="list-style-type: none"> • Un atelier national sur la gestion des risques de catastrophe sur les sites du patrimoine mondial d'Afrique du Sud, en collaboration avec le Département des Affaires environnementales d'Afrique du Sud, au « Dôme de Vredefort » (juillet-août 2018) • Un atelier préparatoire pour le troisième cycle de soumission des rapports périodiques du patrimoine mondial dans la région Afrique a été organisé à Nelspruit, en Afrique du Sud, en collaboration avec le Département des Affaires environnementales d'Afrique du Sud (février 2019) • Le premier cours régional africain sur la promotion d'approches de conservation de la nature et de la culture axées sur les personnes (PNC 18), en collaboration avec l'ICCROM et l'UICN, a eu lieu à « Mosi-oa-Tunya/chutes Victoria », en Zambie (août 2018) 	Politique WH-SD de 2015 Priorité globale Afrique de l'UNESCO	Les gestionnaires de sites ont été formés à la protection du patrimoine mondial en améliorant leurs compétences de gestion des risques. Des participants venus de 16 pays (Afrique du Sud, Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) ont participé à ce cours.
AFR	Organisation d'ateliers de formation sur l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI) dans la région (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> • Atelier à Yaoundé (Cameroun) en janvier 2019 pour présenter et évaluer les activités mises en œuvre par la CAWHFI, auquel ont participé 40 gestionnaires de sites et professionnels du patrimoine d'Afrique centrale (Congo, Cameroun, Gabon et République centrafricaine) • Deux ateliers de formation en novembre et décembre 2018, destinés à fournir un appui technique aux conservateurs du « Trinational de la 	Stratégie globale Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des points 7A et 7B	Renforcement des capacités des gestionnaires de sites, des agents gouvernementaux, des membres des communautés et des experts du patrimoine. Analyse et échange de bonnes pratiques concernant la gestion et la conservation des sites du patrimoine mondial.

	<p>Sangha » et de la « Réserve de faune du Dja » (Cameroun), afin d'évaluer la mise en œuvre des recommandations adoptées par le Comité pour ces deux sites et de rédiger les rapports sur leur état de conservation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux ateliers doivent être organisés au Cameroun et au Congo sur la gestion et la conservation des sites du patrimoine mondial (Mise en valeur de notre patrimoine) en juin 2019 		<p>Création et renforcement de réseaux d'acteurs clés (par ex. réseau d'institutions éducatives) pour la mise en œuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>.</p> <p>Mise à jour des informations et des connaissances techniques actuelles.</p> <p>Amélioration des capacités de protection et de conservation des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement des cadres institutionnels et administratifs pour la protection des biens du patrimoine mondial.</p>
APA	<p>Lancement du projet « Route du patrimoine bouddhiste pour le développement du tourisme durable en Asie du Sud », avec l'appui de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), pour développer et promouvoir le tourisme durable en Asie du Sud, en particulier au Bangladesh, au Népal et en Inde, par la création d'un circuit du patrimoine bouddhiste. Sites du patrimoine mondial participants : « Lumbini, lieu de naissance du Bouddha » (Népal) ; « Monuments bouddhiques de Sâncî » (Inde) ; « Ruines du Vihara bouddhique de Paharpur » (Bangladesh).</p> <p>Trois ateliers de renforcement des capacités organisés à : Katmandou, Népal (juillet 2018), Bhopal, Inde (novembre 2018) et Dhaka, Bangladesh (mars 2019).</p>	Politique WH-SD de 2015	<p>Ces ateliers ont joué un rôle important pour établir et renforcer des partenariats touristiques durables entre les gestionnaires du patrimoine et du tourisme, au-delà des frontières entre les sites. Les interventions des participants ont permis de concevoir des stratégies de marketing et de communication et de définir la manière dont ce projet et les nouveaux partenariats touristiques pouvaient contribuer à la mise en place d'une approche plus inclusive et plus durable du développement touristique sur les sites.</p>
APA	<p>Conférence sous-régionale sur la Stratégie globale du patrimoine mondial, 21-22 février 2019, Kolkata (Inde). Participation de référents nationaux et d'experts du Bangladesh, du Bhoutan, d'Inde, des Maldives, du Népal et du Sri Lanka pour étudier le potentiel de la sous-région de l'Asie du Sud à faire en sorte que la Liste reflète la diversité culturelle et naturelle du monde.</p>	42 COM 5A 42 COM 12A	<p>Les participants ont convenu de renforcer les capacités des États parties d'Asie du Sud vis-à-vis de la mise en œuvre de la <i>Convention</i>.</p>
ARB	<p>Conseils techniques fournis à l'Iraq, à la Jordanie, au Liban, à la Libye, au Maroc et à Oman pour la soumission de clarifications des limites et l'élaboration de modifications mineures des limites. Une assistance technique a également été fournie à la Palestine pour l'élaboration d'une Déclaration de valeur universelle exceptionnelle concernant la « Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil ».</p>	42 COM 7A	<p>Plusieurs pays de la région, en particulier ceux confrontés à des conflits, réalisent d'importants efforts pour clarifier les zones tampons et la modification des limites de biens du patrimoine mondial.</p>
ARB	<p>Suivi des recommandations de la « Réunion d'experts sur la sauvegarde des systèmes oasiens » qui s'est tenue à Oujda (Maroc) du 29 octobre au 1er novembre 2018.</p>	42 COM 5A	<p>Visibilité accrue des types de sites sous-représentés grâce à la publication d'un numéro de la revue Patrimoine Mondial consacré aux systèmes oasiens et à une manifestation parallèle prévue à la 43COM. Appui technique à l'élaboration du dossier de proposition</p>

			d'inscription de l'« Oasis de Figuig », figurant sur la Liste indicative du Maroc.
ARB	Ateliers, en collaboration avec le WH-ARCH, sur le « troisième cycle de l'exercice de soumission de rapports périodiques pour les référents nationaux », Manama, Bahreïn (12-14 novembre 2018) et siège de l'UNESCO, Paris, France (26-27 février 2019).	41 COM 10A	Formation des référents nationaux à la réalisation de leur mission de rapport dans le cadre du troisième cycle de rapports périodiques (2018 - 2020).
ARB	Réunions sous-régionales sur le « troisième cycle de l'exercice de soumission de rapports périodiques pour les gestionnaires de sites », bureau de l'UNESCO au Caire, Égypte, mars et avril 2019.	41 COM 10A	Formation des gestionnaires de sites à la réalisation de leur mission de rapport dans le cadre du troisième cycle de rapports périodiques (2018 - 2020).
ARB	En partenariat avec le bureau de l'UNESCO à Beyrouth et la Direction générale des Antiquités (DGA) du Liban, l'ICCROM-Sharjah a organisé un atelier de formation sur « l'amélioration des compétences en matière de gestion du patrimoine mondial pour les professionnels du patrimoine », qui s'est tenu à Beyrouth, au Liban, du 8 au 11 février 2019.		Cet atelier s'adressait aux gestionnaires de sites, aux archéologues et aux architectes qui travaillent pour la DGA du Liban.
EUR	Vienne a accueilli l'atelier et la conférence de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, sur le thème « Les villes du patrimoine mondial entre développement et préservation » (13-15 février 2019), avec la participation de la directrice du Centre du patrimoine mondial.	42 COM 5A	24 villes du patrimoine mondial ont discuté des défis auxquels sont confrontées les villes dynamiques, entre le développement et la préservation des sites du patrimoine mondial. La réunion s'est conclue par la Déclaration de Vienne : préservation, développement et gestion du patrimoine mondial dans les villes dynamiques.
EUR	Octroi d'une assistance internationale pour l'atelier sur les évaluations d'impact sur le patrimoine (EIP), organisé à Kotor (Monténégro) du 3 au 6 décembre 2018.	39 COM 7.11	Amélioration des capacités et des compétences de réalisation d'EIP en vue d'une prise de décision plus efficace dans le domaine de la conservation du patrimoine.
EUR	La publication d'études de cas concernant des études d'impact sur le patrimoine en lien avec les énergies renouvelables et la transition énergétique est actuellement en préparation, avec la contribution du ministère français de l'Environnement.	Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	Lignes directrices sur les projets d'énergie renouvelable et le patrimoine mondial, comme ressource permettant aux États parties de prévenir les problèmes de conservation sur les sites du patrimoine mondial et de trouver des moyens de faire coexister les énergies renouvelables et la protection du patrimoine mondial. Des lignes directrices pourraient aider à concevoir des stratégies nationales pour l'évaluation de ces propositions de projets.

EUR	Octroi d'une assistance internationale pour un atelier de préparation aux risques à Gjirokastra (Albanie) du 4 au 15 juillet 2018.		Amélioration des capacités en matière de préparation aux risques, en élaborant des plans de préparation aux risques sur les sites du patrimoine mondial et en assurant la résilience des communautés.
EUR	Initiative « World Heritage Journeys in the European Union » (Sur la route du patrimoine mondial dans l'Union européenne), soutenue par l'UE pour encourager les visiteurs à explorer davantage les régions au-delà des grands sites, à y séjourner plus longtemps et à soutenir la culture locale et les industries créatives. Ce projet, en collaboration avec le National Geographic, a développé un tout nouveau site Internet sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, qui propose des informations détaillées sur 34 sites du patrimoine mondial de l'UE, regroupés en 4 thèmes : https://visitworldheritage.com/fr/eu	Politique WH-SD de 2015	Ateliers de renforcement des capacités à Helsingør, Danemark (juin 2018) et à Versailles, France (octobre 2018), durant lesquels les sites du patrimoine mondial participants ont échangé leurs expériences et leurs connaissances sur la manière de tirer parti des stratégies et activités marketing du projet.
LAC	Réunion entre le Centre du patrimoine mondial, l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) du Brésil et le Centre régional de formation à la gestion du patrimoine « Lucio Costa » (centre de catégorie 2), réunis à Rio de Janeiro (août 2018) pour discuter et décider du Programme et plan de travail de l'UNESCO et de ce centre de catégorie 2 pour 2018-2020, avant de le présenter pour approbation à la deuxième réunion du Conseil de gouvernance de ce centre.	Stratégie globale 37 COM 10A	Définition des priorités et des mesures en matière de renforcement des capacités, afin d'aider les 10 pays membres à mettre en œuvre la <i>Convention</i> .
LAC	Séminaire national des gestionnaires de sites, Buenos Aires (Argentine), décembre 2018, sur le renforcement de la gestion des risques sur les biens du patrimoine mondial. Étaient présents des représentants de la Commission nationale, des autorités nationales qui composent le Comité argentin du patrimoine mondial (CAPM), un expert international et le Centre du patrimoine mondial.	Stratégie globale	Les résultats doivent fournir suffisamment d'éléments pour permettre aux gestionnaires de sites et aux autorités nationales d'intégrer la gestion des risques de catastrophe dans les plans et mécanismes de gestion nouveaux ou révisés.
LAC	Réunion entre le bureau de l'UNESCO à Montevideo et le gouvernement de l'Uruguay (février 2019), réaffirmant leur engagement à poursuivre le programme « IMPULSO pour le patrimoine » afin de renforcer la gestion des sites du patrimoine culturel du pays, à savoir le « Quartier historique de la ville de Colonia del Sacramento » et le « Paysage industriel de Fray Bentos ».	Stratégie globale	Ce programme vise à renforcer les stratégies de gestion des biens du patrimoine mondial en Uruguay.
LAC	Atelier-conférence à Phillipsburg, Saint-Martin, avec l'appui du bureau de l'UNESCO à Kingston (30 juillet - 3 août 2018), sur le relèvement après une catastrophe et la préservation du patrimoine, en particulier suite aux nombreux dégâts causés au patrimoine culturel par la saison destructrice des ouragans 2017 dans l'Atlantique. Une cinquantaine de participants de la région des Caraïbes, représentant des décideurs internationaux et régionaux,	Stratégie globale	Les résultats ont permis de renforcer l'attention sous-régionale portée à la protection du patrimoine culturel face aux menaces de catastrophes naturelles, grâce à la planification, aux stratégies et aux politiques de gestion des catastrophes et à la réalisation d'une évaluation des besoins post-catastrophe.

	des intervenants d'urgence et des intendants du patrimoine culturel, y ont assisté.		
LAC	Une délégation de haut niveau du Belize s'est rendue à la « Grande Barrière » d'Australie du 26 au 30 novembre 2018, dans le cadre du Programme marin du patrimoine mondial, afin d'échanger les meilleures pratiques concernant la protection des écosystèmes contre les impacts climatiques et le maintien de moyens de subsistance, d'emplois et de revenus durables pour les communautés locales.	Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	Positionnement du réseau de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial à l'avant-garde du changement dans le domaine de la conservation des océans.
LAC	Un atelier de renforcement des capacités s'est tenu à La Havane (Cuba), sur le thème de la prévention des inondations sur le Malecón de la « Vieille ville de La Havane et son système de fortifications » (février 2019), dans le cadre du plan national de réponse au changement climatique et aux risques de catastrophe. Cette initiative était le fruit d'un effort conjoint du bureau de l'UNESCO à La Havane, de l'Agence de l'environnement du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement de Cuba (CITMA) et de l'ambassade des Pays-Bas.	Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	Identification de solutions intégrées et de transferts de technologie pouvant être mis en œuvre sans investissements majeurs pour réduire les risques d'inondation le long de la côte de La Havane.
LAC	Atelier à Cuzco, Pérou (octobre 2018), en tant que dernière activité relative à la préparation, à l'intervention et au relèvement en cas de catastrophe dans le cadre du projet triennal du fonds-en-dépôt japonais sur le « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin ».	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	Mise en place de mécanismes et d'outils de gestion des risques de catastrophe à l'usage des six États parties concernés.
4C Activités pour accroître la sensibilisation du public, sa participation et son soutien au patrimoine mondial par la communication (Communication)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Élaboration de plusieurs activités de communication pour mettre en valeur les sites marins du patrimoine mondial et le travail du Programme marin du patrimoine mondial, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Distribution du rapport annuel 2018 du Programme marin du patrimoine mondial http://whc.unesco.org/fr/actualites/1928/ • Un premier arrêt au « Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo » du 14 au 29 mars 2018, organisé par Monaco Explorations 	29 COM 5B 41 COM 7 42 COM 7 42 COM 5A	Meilleure compréhension de la nécessité de protéger les sites marins du patrimoine mondial et renforcement de la coopération avec les partenaires pour préserver les sites marins. Meilleure compréhension de la valeur universelle exceptionnelle des récifs coralliens du patrimoine mondial, de la menace du changement climatique et du travail du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO sur cette question.

	<ul style="list-style-type: none"> Coopération avec l'artiste belge VEXX, 19 ans, pour la création d'une œuvre d'art à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan 2018, le 8 juin 2018 		<p>Sensibilisation au pouvoir qu'a l'art d'inciter des personnes du monde entier à redoubler d'efforts en vue de protéger notre patrimoine mondial marin pour les générations futures :</p> <p>http://whc.unesco.org/fr/actualites/1828/</p>
GLO	La 8 ^e édition du guide « World Heritage Sites », co-publiée avec Harper Collins en anglais (édition nord-américaine de Firefly Books) est parue en 2018.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial et de la nécessité de le préserver.
GLO	Publication du calendrier 2019 du patrimoine mondial avec Panasonic, aux formats papier, Internet et tablette.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial, notamment en Asie et auprès des jeunes.
GLO	Publication en anglais, français et espagnol de la revue trimestrielle Patrimoine Mondial : <ul style="list-style-type: none"> Numéro 88 (Patrimoine mondial de Bahreïn) ; Numéro 89 (Zones humides) Numéro 90 (Histoires de réussites) Numéro 91 (Villes fortifiées) 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	<p>Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial.</p> <p>Également disponible au format électronique en ligne.</p> <p>La viabilité financière de la revue dépend du maintien de l'appui du partenaire de publication et des États parties qui accueillent la session du Comité.</p>
GLO	<p>Ajout de 80 actualités et de 16 événements sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial entre le 1^{er} juillet 2018 et le 22 février 2019.</p> <p>En 2018, le site Internet whc.unesco.org a représenté 44,97 % des pages consultées et 38,8 % des visites sur l'ensemble des sites Internet unesco.org (Googleanalytics).</p>	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité des actions de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial.
GLO	<p>Réseaux sociaux : à partir de juillet 2018, des messages au sujet du patrimoine mondial ont été diffusés chaque semaine sur les plates-formes de réseaux sociaux de l'UNESCO (5 848 777 abonnés au total en anglais, français et espagnol).</p> <p>Twitter 3 558 769 Facebook 1 257 941 Instagram 1 032 067</p>	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité des actions de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial sur un large éventail de plates-formes, et plus grande exposition auprès des jeunes.
GLO	Publication d'un bulletin d'information électronique proposant des informations sur le patrimoine mondial en juin et décembre 2018, ainsi qu'en février 2019 (en anglais et en français).	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	<p>Renforcement de la visibilité.</p> <p>Envoi du bulletin d'information électronique à 21 000 abonnés au site Internet du Centre du patrimoine mondial (environ 16 000 en anglais et 5 000 en français).</p>

GLO	Production de 35 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial 2018-2019, en collaboration avec le National Geographic, en anglais, français et espagnol.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Meilleure connaissance des sites du patrimoine mondial et de la <i>Convention</i> .
GLO	Troisième réunion du Groupe de travail sur le Compendium de politiques générales du patrimoine mondial (11-13 décembre 2018), siège de l'UNESCO, Paris. Experts compétents dans les domaines du patrimoine naturel et culturel, et représentants des Organisations consultatives (ICOMOS, ICCROM, UICN).	42 COM 11	Achèvement du projet de Compendium de politiques générales conformément à la demande du Comité du patrimoine mondial à sa 42 ^e session à Manama, Bahreïn.
GLO	Création d'un bulletin d'information et d'un groupe Facebook relatifs au troisième cycle de rapports périodiques afin de faciliter le partage de bonnes pratiques et la diffusion d'informations clés.	42 COM 10A	Le Centre souhaite élargir ce groupe Facebook à un réseau mondial de gestionnaires de sites, qui y trouveront un espace où partager les meilleures pratiques concernant la gestion et les problèmes de conservation au sens large.
GLO	Le Centre a remanié la plate-forme de la Bourse aux projets sur son site Internet afin d'attirer des fonds supplémentaires pour des projets spécifiques et d'accroître la mobilisation des ressources, voir : https://whc.unesco.org/fr/marketplace/	42 COM 14	Mobilisation de fonds extrabudgétaires supplémentaires pour des projets spécifiques liés au patrimoine mondial.
GLO	Traduction en arménien des Manuels de référence du patrimoine mondial : Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial, Gérer le patrimoine mondial culturel et Gérer les risques de catastrophes pour le patrimoine mondial. Les traductions ont été réalisées avec l'appui du Fonds du patrimoine mondial, par le biais de l'assistance internationale, et de la Commission nationale arménienne pour l'UNESCO.	37 COM 6	Manuels consultables en ligne à l'adresse : http://whc.unesco.org/fr/manuelsdereference/
GLO	Présentation lors de l'événement parallèle « Approches culturelles de l'utilisation rationnelle des zones humides - passées, présentes et futures » à la 13 ^e Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides (COP13) (Dubai, Émirats arabes unis, 21-29 octobre 2018).	Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	Diffusion du numéro spécial de la revue Patrimoine Mondial sur les zones humides : http://whc.unesco.org/fr/revue/89/
GLO	L'UNESCO et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) ont co-organisé une réunion (mars 2019) visant à sensibiliser les États membres à l'urgence et à la responsabilité partagée de protéger les grands singes et leur	Document d'orientation de 2007 sur les	Le partenariat entre le musée et l'UNESCO montre l'engagement commun à empêcher la disparition des grands singes et de leur habitat dans plusieurs sites du

	habitat, en présence de la directrice du Centre du patrimoine mondial et de la directrice générale de l'UNESCO.	impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	patrimoine mondial des régions Afrique et Asie-Pacifique.
AFR	Élaboration de Passeports du patrimoine pour trois États parties africains (Burkina Faso, Cameroun et Ghana), avec un financement du gouvernement hongrois, à l'instar du Passeport du patrimoine mis en place au Mali.	36 COM 10D	Élaboration d'un outil d'information et de sensibilisation.
AFR	<p>Production d'outils de communication dans le cadre de l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI), par exemple brochures de 8 pages, dépliants, etc.</p> <p>Production et distribution de deux numéros du bulletin d'information du projet CAWHFI ; élaboration et distribution de plus de 15 articles et vidéos sur le projet.</p> <p>Plusieurs publications sur les comptes de réseaux sociaux du bureau de l'UNESCO à Yaoundé (Twitter, Facebook, YouTube).</p> <p>Organisation de la cérémonie de lancement de l'épisode « Patrimono dans la Réserve de faune du Dja » (décembre 2018), qui a réuni plus de 300 jeunes et enfants vivant autour du bien.</p> <p>Manifestation de haut niveau à Bruxelles (novembre 2018) destinée à promouvoir la <i>Convention</i> et les activités de l'UNESCO pour la protection des sites du bassin du Congo, avec la participation de la directrice du Centre du patrimoine mondial et du directeur du bureau de Bruxelles.</p>	<p>Priorité globale Afrique de l'UNESCO</p> <p>Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse 2014-2021</p>	<p>Meilleure connaissance des sites du patrimoine mondial et de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>.</p> <p>Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial, en particulier auprès des jeunes.</p>
APA	<p>Table ronde de l'UNESCO à Apia sur le développement d'un tourisme durable pour les moyens de subsistance verts / bleus dans les pays et territoires insulaires du Pacifique, 1er octobre 2018, Apia (Samoa).</p> <p>https://fr.unesco.org/events/table-ronde-unesco-developpement-tourisme-durable-moyens-subsistance-verts-bleus-pays</p>	Politique WH-SD de 2015	Mise en avant du tourisme durable sur les sites du patrimoine mondial et les réserves de biosphère de l'UNESCO, ainsi que d'initiatives de pays du Pacifique qui soulignent l'importance de la culture, de la nature, de l'inclusion sociale et du tourisme responsable pour le Pacifique. Renforcement de la collaboration entre les secteurs de la science et de la culture des petits États insulaires en développement (PEID).
ARB	Publication intitulée « Five years of conflict, the State of Cultural Heritage in the Ancient City of Aleppo report » (Cinq ans de conflit : rapport sur l'état du patrimoine culturel dans l'Ancienne ville d'Alep), financée par le ministère norvégien des Affaires étrangères et le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour	42 COM 7A.30	Sensibilisation à l'importance de la protection du patrimoine culturel à risque en période de conflit.

	le patrimoine, en coopération avec l'UNITAR-UNOSAT. Parue en décembre 2018, disponible en anglais, en français et en arabe.		
EUR	L'initiative « World Heritage Journeys in the European Union » (Sur la route du patrimoine mondial dans l'Union européenne), soutenue par l'UE en collaboration avec le National Geographic, a développé un tout nouveau site Internet sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, qui propose des informations détaillées sur 34 sites du patrimoine mondial de l'UE, regroupés en 4 thèmes. Lancement officiel de la plate-forme à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, au siège de l'UNESCO, les 15 et 16 septembre 2018 : https://visitworldheritage.com/fr/eu	Politique WH-SD de 2015	Conférence de haut niveau UE-Chine sur le patrimoine mondial et le tourisme durable organisée au siège de l'UNESCO en octobre 2018. Importante contribution à l'Année du tourisme UE/Chine 2018, axée sur les meilleures pratiques et l'innovation en matière de gestion des visiteurs, de marketing, de durabilité et de technologie pour le tourisme lié au patrimoine culturel dans l'UE.
LAC	Conférence et célébration au siège de l'UNESCO du 40 ^e anniversaire de l'inscription des « Îles Galápagos » et de la « Ville de Quito » sur la Liste du patrimoine mondial en 1978. Organisées par l'Équateur et le Centre du patrimoine mondial, et auxquelles ont assisté la directrice du Centre du patrimoine mondial et le sous-directeur général pour la culture (décembre 2018).	Stratégie globale, CONF 010 VIII.38 (Inscription)	Occasion de rappeler l'importance des premiers biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et l'engagement de l'Équateur envers la mise en œuvre de la <i>Convention</i> .
LAC	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial, la Pontificia Universidad Católica de Valparaíso a créé un nouveau programme de chaires UNESCO centré sur le patrimoine culturel et intitulé « Restauration et conservation des structures du patrimoine » (janvier 2019).	Stratégie globale	Initiative visant à déployer des programmes de formation et de recherche ainsi que des activités de communication développées au niveau national et international.
5C Activités pour accroître la sensibilisation et renforcer la participation des communautés locales (Communautés)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Forum de World Heritage Watch à Paris les 4 et 5 février 2019, avec la participation partielle de représentants du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives de la <i>Convention</i> .	42 COM 7	Occasion d'échanger des informations avec les membres de la société civile au sujet de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions.
AFR	Financées par le fonds-en-dépôt UNESCO/Hongrie, des actions ont contribué à la visibilité, à la promotion et à la sensibilisation sur le site du patrimoine mondial des « Ruines de Loropéni » (Burkina Faso).	33 COM 8B.12	Développement de la signalétique sur le site, équipement du musée du Centre d'interprétation de Loropéni et organisation d'événements destinés à informer et sensibiliser les communautés locales et les décideurs.

AFR	Programme COMPACT et Programme de micro-financements du PNUD/FEM dans le « Parc Maloti-Drakensberg » (Lesotho/Afrique du Sud) avec le soutien de l'UNESCO/fonds-en-dépôt néerlandais, ainsi qu'au « Delta de l'Okavango » (Botswana) avec le soutien de l'UNESCO/fonds-en-dépôt flamand.	36 COM 10D 41 COM 7B.38 42 COM 7B.89	Déploiement des stratégies de subventions COMPACT dans le « Parc Maloti-Drakensberg » en faveur de projets communautaires pour la conservation et le renforcement des moyens de subsistance. Poursuite de la stratégie COMPACT parallèlement à la mise à jour du plan de gestion du « Delta de l'Okavango ».
AFR	Avec l'aide de l'assistance internationale, des travaux ont été entrepris pour renforcer le forum communautaire pour la conservation de Sehlabathebe, en améliorant la participation des communautés à la conservation et à la gestion du « Parc Maloti-Drakensberg » (Lesotho).	41 COM 7B.38	Amélioration de la participation des communautés à la gestion du bien grâce au développement des cadres juridiques et institutionnels (règlements administratifs), à la constitution et au plan de gestion intégrée du forum communautaire pour la conservation, ainsi qu'à un protocole d'accord entre l'autorité de gestion du parc et le forum communautaire pour la conservation.
AFR	Journée du patrimoine mondial africain 2019 : quatrième Forum africain des jeunes sur le patrimoine mondial, du 29 avril au 5 mai 2019 à Addis-Abeba (Éthiopie).	Priorité globale Afrique de l'UNESCO	Amélioration de la participation des jeunes à la conservation du patrimoine mondial.
APA	Atelier sur l'apport d'un appui technique au Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi à Turkestan, au Kazakhstan, introduisant l'approche du PUH en Asie centrale (5-6 mars 2019), avec la participation des gouvernements du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan.	42 COM 5A	Sessions visant à partager les souvenirs de la ville et de la communauté, en tant qu'outil patrimonial authentique, suivant les principes de la Recommandation concernant le PUH.
ARB	Lancement de l'assistance internationale pour le plan de relèvement de l'« Ancienne ville de Bosra », Syrie (mars-décembre 2019).	42 COM 7A.31	Élaboration d'une enquête pour évaluer les dommages et recueillir des données. Ce projet bénéficiera directement aux praticiens et aux communautés et servira d'étude de cas pour les sites du patrimoine bâti endommagés.
LAC	Séminaire international sur le patrimoine culturel et le tourisme durable, organisé en octobre 2018 à Lima, au Pérou, par l'université San Martin de Porres et le Programme de chaire UNESCO sur le patrimoine culturel et le tourisme durable.	Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable	Des études de cas sur le patrimoine culturel dans le cadre de l'UNESCO ont été analysées afin de proposer un renforcement des relations entre patrimoine, tourisme et communautés.
LAC	Atelier à Lima, Pérou (août 2018), sur l'utilisation publique par les communautés locales et d'autres acteurs des diverses composantes des biens, dans le cadre du projet triennal extrabudgétaire financé par le fonds-en-dépôt japonais et relatif au « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin ».	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	L'utilisation et la gestion publiques ont été renforcées, en tenant compte des besoins et des activités des communautés locales.

LAC	Achèvement d'un projet mis en œuvre en coopération avec le bureau de l'UNESCO à Quito et financé par le fonds-en-dépôt japonais, « Préservation et conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana, Bolivie », concernant le bien « Tiwanaku : centre spirituel et politique de la culture tiwanaku ». Cérémonie de clôture (juillet 2018) en présence de hauts représentants du gouvernement et de l'ambassade du Japon, ainsi que d'acteurs nationaux et locaux de la conservation et de la gestion du bien, notamment des membres des communautés voisines.	42 COM 7B.34	Présentation de la version finale du plan de gestion et des résultats du projet.
LAC	Le Programme de participation a approuvé un projet visant à favoriser la responsabilisation des enfants d'âge scolaire qui vivent près du bien du patrimoine mondial « Missions jésuites de La Santísima Trinidad de Paraná et Jesús de Tavarangue », au Paraguay.	Stratégie globale, 17 COM XI (Inscription)	Objectifs de responsabilisation de la population locale vis-à-vis de l'importance du bien, par le développement de ressources éducatives et de séminaires connexes.
LAC	Une initiative internationale pour les jeunes, « Ma communauté dans le patrimoine mondial », a été déployée par le bureau de l'UNESCO à San José (février 2019) en coopération avec les Centres culturels espagnols du Salvador, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica et du Panama, dans le cadre du Programme de participation approuvé en 2018.	Patrimoine mondial dans les mains des jeunes	Cette initiative comprend un concours qui vise à créer des propositions et à concevoir des outils de communication pour refléter la perception qu'ont les jeunes de l'identité communautaire et de la relation au patrimoine mondial dans les cinq États parties de ce groupe géographique.
LAC	Achèvement du projet pour l'élaboration d'une stratégie de tourisme communautaire durable dans la « Vallée de Viñales », à Cuba. Mis en œuvre par le bureau de l'UNESCO à La Havane, en coordination avec le Centre du patrimoine mondial et le Conseil national du patrimoine culturel (CNPC), des ateliers ont été organisés dans le cadre d'un projet extrabudgétaire financé par le fonds-en-dépôt espagnol fin 2018 - début 2019.	CONF 209 VIII.C.1 (Inscription) 38 COM 8E (RSOUV)	Les autorités nationales et locales, accompagnées d'experts et de membres de la communauté, ont discuté de la gestion du tourisme durable et communautaire, en déterminant les facteurs essentiels pour renforcer les actions dans ce bien.

**Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial
à sa 42^e session (Manama, 2018)**

Décisions et points	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉ
42 COM 2 Admission des observateurs	✓		
42 COM 3A Adoption de l'ordre du jour	✓		
42 COM 3B Adoption du calendrier	✓		
42 COM 5A Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et sur la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial		Voir document WHC/19/43.COM/5A	
42 COM 5B Rapports des Organisations consultatives		Voir documents WHC/19/43.COM/5B et WHC/19/43.COM/5E	
42 COM 6 Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les centres de catégorie 2 associés au patrimoine mondial		Voir document WHC/19/43.COM/6	
42 COM 7 État de conservation des biens du patrimoine mondial	✓ en partie	Voir document WHC/19/43.COM/7	
41 COM 7A État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril		Voir documents WHC/19/43.COM/7A et WHC/19/43.COM/7A.Add	
41 COM 7B État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial		Voir documents WHC/19/43.COM/7B et WHC/19/43.COM/7B.Add	
42 COM 8 Décision générale au sujet du point 8		Voir documents WHC/19/43.COM/8A	
42 COM 8A Listes indicatives des États parties soumises au 15 avril 2018, conformément aux <i>Orientations</i>	✓		
42 COM 8B Propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial	✓	Voir documents WHC/19/43.COM/8B.Add, WHC/19/43.COM/7B et WHC/19/43.COM/7B.Add	
42 COM 8C.1 Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril (biens inscrits)		Voir documents WHC/19/43.COM/7A et WHC/19/43.COM/7A.Add	

Décisions et points	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉ
42 COM 8C.2 Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril (biens maintenus sur la Liste)		Voir documents WHC/19/43.COM/7A et WHC/19/43.COM/7A.Add	
42 COM 8C.3 Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril (biens retirés)		Voir documents WHC/19/43.COM/7B et WHC/19/43.COM/7B.Add	
42 COM 8D Clarifications des limites et des superficies des biens par les États parties	✓	Voir document WHC/19/43.COM/8D	
42 COM 8E Adoption des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle	✓		
42 COM 9A Rapport d'avancement sur la réflexion concernant les processus en amont		Voir document WHC/19/43.COM/9A	
42 COM 10A Rapport d'avancement sur la préparation du troisième cycle de rapports périodiques		Voir document WHC/19/43.COM/10B	
42 COM 11 Rapport d'avancement sur le projet de Compendium de politiques générales		Voir document WHC/19/43.COM/11B	
42 COM 12A Suivi des recommandations issues des évaluations et audits sur les méthodes de travail : résultats du Groupe de travail ad-hoc		Voir document WHC/19/43.COM/12	
42 COM 12B Suivi et mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance approuvées par la Conférence générale		Résultats du Groupe de travail ad hoc et décision 42 COM 12A à présenter au Groupe de travail sur la gouvernance de la Conférence générale et à la 22 ^e session de l'Assemblée générale des États parties en novembre 2019	
42 COM 13 Assistance internationale		Voir documents WHC/19/43.COM/13 et WHC/19/43.COM/11A	
42 COM 14 Présentation des comptes définitifs du Fonds du patrimoine mondial pour 2016-2017, utilisation du Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice biennal 2018-2019 et suivi de la décision 41 COM 14		Voir documents WHC/19/43.COM/14 et WHC/19/43.COM/12A	

Décisions et points	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉ
42 COM 15 Questions diverses	s.o.	s.o.	s.o.
42 COM 16 Élection du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur de la 43 ^e session du Comité du patrimoine mondial (2019)	Président : S.E. M. Abulfaz Garayev (Azerbaïdjan) Rapporteur : Mme Mahani Taylor (Australie) Vice-Présidents : Brésil , Burkina Faso , Indonésie , Norvège , Tunisie		
42 COM 17 Ordre du jour provisoire de la 43 ^e session du Comité du patrimoine mondial (2019)		Voir document WHC/19/43.COM/3A	

Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions, janvier 2019 – décembre 2019

Remarque : À sa 35^e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial de présenter annuellement une liste des réunions prévues. Il a demandé au Centre d'indiquer particulièrement toutes les réunions auxquelles le Secrétariat doit assister. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de l'affectation des ressources humaines et financières disponibles. Cette annexe dresse donc la liste récapitulative des réunions prévues.

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Réflexion sur le processus de proposition d'inscription	Tunis, Tunisie	23-25 janvier 2019	WHC/NOM
Atelier régional arabe sur la mise en valeur du patrimoine	Ouarzazate, Maroc	28 janvier - 1er février 2019	
Forum de World Heritage Watch	Paris, France	4 février 2019	World Heritage Watch
Réunion Centre du patrimoine mondial / Organisations consultatives	Siège de l'UNESCO	5-8 février 2019	WHC/PSM
Programme Connecting Practice	ICOMOS Paris, France	7-8 février 2019	ICOMOS
Atelier de formation : Améliorer les compétences de gestion du patrimoine mondial pour les professionnels du patrimoine au Liban	Beyrouth, Liban, avec visite du site de Byblos	8-11 février 2019	Bureau de l'UNESCO à Beyrouth
Réunion régionale sur la coopération transfrontalière pour la gestion efficace des sites du patrimoine mondial en Afrique	Réserve naturelle intégrale du mont Nimba, Côte d'Ivoire	12-14 février 2019	WHC/AFR
Réunion du Conseil d'administration de l'ARC-WH	Bahreïn	18-20 février 2019	ARC-WH
Atelier sur les capacités en Afrique du Sud	PN Kruger, Afrique du Sud	17-22 février 2019	
Troisième cycle de l'exercice de soumission de rapports périodiques - Réunion des gestionnaires de sites de la région des États arabes	Siège de l'UNESCO	26-27 février 2019	WHC/ARB
Réunion 2019 du comité scientifique international de Lumbini	Lumbini, Népal	8-10 mars 2019	WHC/APA

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Réunions d'élaboration du contenu de la plateforme de renforcement des capacités pour le patrimoine mondial	ICCROM, Rome, Italie	11-12 mars 2019	ICCROM / UICN
Panel d'évaluation de l'ICOMOS	Siège de l'ICOMOS, Charenton	11-13 mars 2019	ICOMOS/NOM
Réunions des bailleurs de fonds du Programme de leadership du patrimoine mondial	ICCROM, Rome, Italie	14-15 mars 2019	ICCROM / UICN
Troisième cycle de l'exercice de soumission de rapports périodiques - Réunion des gestionnaires de sites de la région des États arabes	Le Caire, Égypte	Mars 2019 (à confirmer)	WHC/ARB
Conférence de l'International Association for Impact Assessments (IAIA)	Brisbane, Australie	29 avril – 2 mai 2019	IAIA
Troisième cycle de l'exercice de soumission de rapports périodiques - Réunion des référents de la région des États arabes		Avril 2019 (à confirmer)	WHC/ARB
Appui à l'atelier sur les paysages culturels d'Asie du Sud et à la réunion d'experts internationaux	Thimphu, Bhoutan	1-6 mai 2019	WHC/APA
4 ^e Conférence mondiale des gestionnaires (patrimoine mondial marin)	Parc national de Glacier Bay, États-Unis d'Amérique	Mai 2019 (à confirmer)	WHC/NTO
Atelier sur les zones de nature sauvage du patrimoine mondial	Katmandou, Népal	30-31 mai 2019	UICN
Réunions d'élaboration du contenu de la plateforme de renforcement des capacités pour le patrimoine mondial	ICCROM, Rome, Italie	10-11 juin 2019	ICCROM / UICN
Atelier rattaché au cours sur le patrimoine bâti	ICCROM ou Chypre (à confirmer)	15-17 mai (à confirmer)	ICCROM
Atelier pour l'étude thématique sur le cadre Geo possible	Siège de l'UICN, Gland, Suisse	Juin 2019 (à confirmer)	UICN

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Forum des jeunes professionnels	Bakou, Azerbaïdjan	23 juin - 2 juillet 2019	WHC/PSM
Forum des gestionnaires de sites	Bakou, Azerbaïdjan	26 juin - 4 juillet 2019	WHC/PSM
43 ^e session du Comité du patrimoine mondial	Bakou, Azerbaïdjan	30 juin - 10 juillet 2019	WHC/PSM
Patrimoine mondial et Programme pour l'après-2020	Vilm, Allemagne	13-16 août 2019	UICN
Réunions d'élaboration du contenu de la plateforme de renforcement des capacités pour le patrimoine mondial	ICCROM, Rome, Italie	5-6 septembre 2019	ICCROM / UICN
Assemblée générale annuelle, Comité consultatif et Symposium scientifique de l'ICOMOS	Marrakech, Maroc	12-19 octobre 2019	ICOMOS
Réunion de l'Assemblée générale et du Conseil de l'ICOMOS	ICCROM, Rome, Italie	28 octobre - 1 novembre 2019	ICCROM
3 ^e Congrès sur les parcs latino-américains	Lima, Pérou	14-17 octobre 2019 (initialement prévu du 17 au 20 mars 2019)	
Congrès sur les parcs d'Afrique	Nairobi, Kenya	18-23 novembre 2019	
40 ^e session de la Conférence générale de l'UNESCO	Siège de l'UNESCO	12-27 novembre 2019	
22 ^e session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	27-28 novembre 2019	WHC/PSM
Cours régional asiatique sur les personnes, la nature et la culture	Dambulla/Sigiriya, Sri Lanka	25 novembre - 6 décembre (à confirmer)	ICCROM / UICN
Commission du patrimoine mondial de l'UICN	Siège de l'UICN, Gland, Suisse	2-6 décembre 2019	UICN

Rapport sur l'autorisation d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial (février 2018 - février 2019)

Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial sont traitées par l'Unité des partenariats, de la communication et des réunions (CLT/PCM), conformément au Chapitre VIII des *Orientations* complété par le tableau d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial (Annexe 14), adopté par le Comité du patrimoine mondial à sa 39^e session.

Entre le 16 février 2018 et le 15 février 2019, la CLT/PCM a reçu et répondu à 238 demandes relatives à l'emblème du patrimoine mondial :

- 65 demandes émanant de sites du patrimoine mondial ou des autorités nationales compétentes pour la création de leur emblème spécifique ;
- 8 demandes émanant des autorités nationales pour la création des emblèmes de l'intégralité de leurs sites en plusieurs langues ;
- 3 demandes émanant des autorités nationales pour la création de leur emblème du patrimoine mondial (patrimoine mondial en/au(x) [pays]) en plusieurs langues ;
- 98 demandes émanant d'entités gestionnaires de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour des conseils ou la validation de matériel contenant l'un des emblèmes combinés UNESCO/patrimoine mondial ;
- 6 demandes émanant de bureaux hors-Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programmes de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 30 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 28 demandes refusées pour non-conformité avec les *Orientations*.

Afin de répondre aux demandes des États parties, la CLT/PCM a automatiquement créé en plusieurs langues le logo spécifique des 19 sites inscrits en 2018 par le Comité du patrimoine mondial à sa 42^e session.

Par ailleurs, conformément aux *Orientations*, la CLT/PCM a également traité 9 cas de mauvais usage de l'emblème ou d'un logo combiné du patrimoine mondial :

- Copie et utilisation sans demande formelle préalable ni autorisation ;
- Modification pour créer un logo différent ;
- Association à des emblèmes locaux ;
- Utilisation pour des événements ou des activités non soutenus par le Centre du patrimoine mondial, etc.

Dans ces cas, les autorités nationales ont été informées et les entités responsables contactées et priées de retirer ces emblèmes non autorisés et/ou de les remplacer par l'emblème officiel autorisé, le cas échéant. Le service des affaires juridiques de l'UNESCO a été consulté au besoin.

Il est rappelé que l'emblème du patrimoine mondial a été notifié et accepté par les États membres de l'Union de Paris en vertu de l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la

protection de la propriété industrielle, et que les États parties à la Convention du patrimoine mondial, conformément aux Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que l'emblème du patrimoine mondial ne soit utilisé à des fins non admises par le Comité du patrimoine mondial.

Par ailleurs, le nom, l'acronyme et l'emblème de l'UNESCO ont également été notifiés et acceptés par les États membres de l'Union de Paris en vertu de l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et les États membres devraient, conformément aux Directives de 2007 concernant l'utilisation du nom, de l'acronyme, de l'emblème et des noms de domaine Internet de l'UNESCO, empêcher toute utilisation non autorisée du nom, de l'acronyme, de l'emblème et des noms de domaine Internet de l'UNESCO.

Les cas suivants ne sont pas rapportés dans ce document :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats (cf. Annexe 5 du document) ;
- Les usages faits par les centres de catégorie 2 de leurs propres logos, sauf demandes d'utilisation d'autres logos du patrimoine mondial ;
- Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial accordées directement par les commissions nationales ou les référents nationaux.

Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des États parties) nécessitaient et ont obtenu l'accord préalable des États parties concernés.

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Bahreïn		03/05/2018	Forum des gestionnaires de sites	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
Belgique	Wallonie Patrimoine Awap	28/01/2019	Signalisation des sites du patrimoine mondial en Wallonie	Emblème du patrimoine mondial seul	« Patrimonio Mundial » à remplacer par une version en braille
Bosnie-Herzégovine	Ville de Mostar et agence de la vieille ville	15/01/2019	Harmonisation des stores extérieurs des boutiques et des restaurants du site du patrimoine mondial afin de réduire la pollution visuelle	Emblème du patrimoine mondial seul	
Canada	TC Media Livres inc.	04/10/2018	Illustration d'une page consacrée au patrimoine mondial dans 3 manuels scolaires	Convention du patrimoine mondial	

Chine (Macao)	Département du patrimoine culturel, Bureau des affaires culturelles de Macao Gouvernement	24/07/2018	Distribution gratuite d'uniformes au personnel du site du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul (ou emblème propre au site)	Aucune information sur le suivi
Croatie	Commission nationale	27/04/2018	Signalisation touristique le long de la route pour le bien en série des Cimetières de tombes médiévales stećci	Emblème du patrimoine mondial seul	+ emblème propre au site
France	Région Occitanie	06/02/2019	Signalisation de 40 « Grands Sites » en Occitanie / Sud de la France	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Agence française pour la biodiversité	21/03/2018	Rencontres internationales de la haute mer	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
France	Bordeaux Métropole	03/07/2018	Marqueurs insérés dans la chaussée sur les itinéraires du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Avignon Tourisme	20/10/2018	Icône au-dessus d'une liste de sites du patrimoine mondial en Provence, sur une carte touristique	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Conseil Départemental du Puy-de-Dôme	18/12/2018	Panneaux routiers à l'entrée de la Chaîne des Puys - faille de Limagne	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Office de tourisme d'Aire-sur-l'Adour Eugénie-les-Bains	19/12/2018	Pictogramme dans un guide touristique	Emblème du patrimoine mondial seul	Aucune information sur le suivi

Italie	Corps des Carabiniers	25/05/2018	Calendrier 2019 des Carabiniers	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Italie	Ministère de la Culture	26/09/2018	Logo du patrimoine mondial pour des documentaires vidéo produits par la chaîne de télévision RAI	x	Aucune information sur le suivi
Japon	Université de Tsukuba	11/07/2018	Ateliers de renforcement des capacités sur les liens entre nature et culture dans la conservation du patrimoine (CBWNCL)	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
Lesotho		20/11/2018	Rapport produit dans le cadre d'une assistance internationale	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Monaco	Institut océanographique de Monaco	25/01/2019	Vidéo 3D sur les explorations menées à Malpelo	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Palestine	Ministère du Tourisme et des Antiquités	02/05/2018	Carte touristique	Emblème du patrimoine mondial seul	Aucune information sur le suivi
Pologne	Conseil du patrimoine national de Pologne	18/04/2018	Réunion d'experts organisée dans le cadre de la décision 41 COM 7	« En coopération avec »	
Arabie saoudite	Ministère de la Culture / TBD Picture Research	17/09/2018	Vidéo dans les nouvelles expositions du musée, dans les nouveaux espaces muséaux à Atturaf	Emblème du patrimoine mondial seul	
Espagne	Région de Madrid	20/04/2018	Panneaux de signalisation	Emblème du patrimoine mondial seul	

Espagne	Région de Galice	16/11/2018	Pierre gravée commémorant le 25e anniversaire de l'inscription du Chemin Français de Saint-Jacques de Compostelle	Emblème du patrimoine mondial seul	
Sri Lanka	YuSit Bureau d'études et de valorisation patrimoniale innovante	30/03/2018	Développement de l'application gratuite « Visit Galle ».	Emblème du patrimoine mondial seul	
Suède	Visit Dalarna AB / Municipalités de Dalécarlie	15/05/2018	Brochure	Emblème du patrimoine mondial seul	Aucune information sur le suivi

Autres entités :

	Harper Collins	08/03/2018	8 ^e édition de « The World's Heritage »	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	Co-publication avec l'ERI
	UICN	24/09/2018	Illustration de la page consacrée aux partenaires dans le Rapport annuel 2018 de l'UICN	« Convention du patrimoine mondial »	
	Organisation des villes du patrimoine mondial	19/10/2018	Atelier et conférence organisés par la ville de Vienne et l'OVPM	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
	PNUE	18/12/2018	Sixième Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial. Illustration d'une page sur la Convention du patrimoine mondial	« Convention du patrimoine mondial »	
	Organisation mondiale du mouvement scout	20/03/2018	Reconnaissance du patrimoine mondial de l'UNESCO et du scoutisme mondial - Directives du programme (version française)	« En partenariat avec le Centre du patrimoine mondial »	
	WWF	01/06/2018	Invitation des membres à s'engager en faveur du patrimoine mondial	« À l'appui de la Convention du patrimoine mondial »	

Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie PACTe en soumettant à chaque réunion ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le **Tableau 1** présente la liste des partenariats en cours en février 2019 entre le Centre du patrimoine mondial, le secteur privé et des fondations, établis conformément à la stratégie PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session en 2013 et au cadre réglementaire de l'initiative PACTe.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique du nom des partenaires, une description, les fonds perçus en 2018 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques pertinents (les « 5 C ») et aux domaines de coopération bénéficiant de ce partenariat.

Le tableau indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, si le partenariat est nouveau, s'il a été renouvelé depuis la dernière session du Comité ; si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité ou si le partenariat a pris fin depuis le dernier rapport soumis au Comité.

Le **Tableau 2** présente les partenariats envisagés qui sont actuellement en cours de discussion ou qui font l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

Tableau 1 - Inventaire des partenariats du patrimoine mondial en cours en février 2019 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
1	<p>Semaine de l'architecture de Prague, République tchèque</p> <p>Sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial et, notamment, à l'architecture, à l'urbanisme et à l'aménagement paysager.</p> <p>169 500 dollars EU (pour 3 ans)</p>	14 080	<p>Meilleure compréhension internationale de la Recommandation concernant le paysage urbain historique et des politiques de l'UNESCO sur le développement et la sauvegarde architecturaux et urbains.</p> <p>Sensibilisation des jeunes à la nécessité de préserver le patrimoine architectural.</p>	<p>Organisation d'expositions conjointes, y compris au siège de l'UNESCO.</p> <p>Organisation conjointe du projet éducatif « Playful Architecture » (architecture ludique).</p>	<p>Sur les supports de communication pour la semaine de l'architecture de Prague, sur le catalogue, le site internet du partenaire, la correspondance et les expositions conjointes.</p>	<p>Contrat de partenariat signé en octobre 2015</p> <p>Modifié en avril 2017</p> <p>Fin : octobre 2018</p>	<p>La semaine de l'architecture est une plateforme internationale de dialogue sur les problématiques concernant la Convention du patrimoine mondial.</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>
2	<p>Charities Aid Foundation</p> <p>Appui à la fourniture d'une aide technique au gouvernement du Belize pour le Programme marin du patrimoine mondial.</p> <p>119 982 dollars EU</p>		<p>Atteinte de l'État de conservation souhaité pour le retrait du bien de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) et retrait consécutif du Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize de la Liste du patrimoine mondial en péril.</p>	<p>Renforcement des capacités du gouvernement du Belize, dans le cadre du Programme marin du Centre du patrimoine mondial, pour faciliter la mise en œuvre/finalisation de l'État de conservation souhaité pour le retrait du bien de la Liste du patrimoine mondial en péril</p> <p>Renforcement des capacités pour l'établissement d'un rapport annuel, le suivi et l'évaluation de l'État de conservation, comme demandé par le Comité du</p>	<p>Documentation sur le projet</p>	<p>Fonds-en-dépôt signé en décembre 2017</p> <p>Fin : décembre 2019</p>	<p>Ce projet est un excellent exemple de l'importance d'un soutien ciblé pour atteindre un objectif concret, sur un sujet qui a clairement démontré le pouvoir et la valeur ajoutée de la Convention du patrimoine mondial de 1972 vis-à-vis de la conservation des océans.</p> <p>Le Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize a été retiré de la Liste du patrimoine mondial en péril en juillet 2018.</p>	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communication</p> <p>Patrimoine naturel</p>

¹ Les montants reçus en 2018 n'ont pas été certifiés par le Bureau de la gestion financière de l'UNESCO.

² Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (chaque ressource comportant le nom et les emblèmes de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial sera notamment soumise à l'approbation du Centre du patrimoine mondial et, si nécessaire, de l'ERI)

³ Tous les accords sont disponibles sur le site internet du Centre du patrimoine mondial <http://whc.unesco.org/fr/agreements> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
				patrimoine mondial, en vue du retrait du bien de la Liste du patrimoine mondial en péril				
3	<p>Fondation Chanel, France</p> <p>Intégration économique des femmes vivant autour du site du patrimoine mondial de la Réserve naturelle intégrale du Tsingy de Bemaraha (Madagascar).</p> <p>Coordination et mise en œuvre par le bureau de Nairobi, avec le soutien du siège et du Secteur de l'éducation.</p> <p>484 000 dollars EU (pour 3 ans)</p>		Développement économique de la Réserve naturelle intégrale du Tsingy de Bemaraha (Madagascar)	Projets de renforcement des capacités pour créer des emplois dans le domaine du tourisme durable et de l'artisanat.	Sur tous les supports de communication du projet	<p>Accord de partenariat signé en janvier 2018</p> <p>Fin : décembre 2020</p>	Le projet vient juste de démarrer et sera évalué avant son terme en 2020.	<p>Renforcement des capacités</p> <p>Développement durable</p>
4	<p>Fondation Franz Weber, Suisse</p> <p>La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>750 000 dollars EU (pour 5 ans)</p> <p>Nouvelle contribution</p>	80 483	Amélioration du Fonds de réponse rapide grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence sur les sites du patrimoine naturel).	<p>Entre janvier et décembre 2018, le Fonds de réponse rapide a reçu 45 demandes de petites subventions d'urgence : 21 d'Afrique, 13 d'Amérique latine et des Caraïbes et 12 des régions Asie-Pacifique.</p> <p>Octroi de deux subventions pour la région Amérique latine et Caraïbes et d'une subvention pour la région Asie-Pacifique, d'une valeur moyenne de 75 000 dollars EU.</p>	Sur les sites internet respectifs et les documents concernant le projet.	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : janvier 2013</p> <p>Fin : juillet 2018</p> <p>Lettre de contribution signée en août 2018</p>	La contribution de la Fondation Weber au Fonds de réponse rapide a permis de soutenir les interventions d'urgence pour les trois biens suivants du patrimoine mondial : Parc national de Chitwan (Népal), Îles atlantiques brésiliennes (Brésil) et Îles Galápagos (Équateur).	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p>
5	<p>Fondation Iris, France</p> <p>Intégration des connaissances autochtones aux pratiques</p>		Amélioration des connaissances relatives aux pratiques de gestion forestière chez les Rawang, au Myanmar.	Inventaire du patrimoine culturel immatériel lié aux connaissances des communautés autochtones et liste de recommandations pour intégrer ces connaissances dans	Sur tous les supports de communication du projet	Accord de projet signé en octobre 2017	Action en cours.	Conservation

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
	contemporaines de gestion des forêts au Myanmar. Coordination et mise en œuvre par le bureau de Bangkok avec le soutien du siège. 113 160 dollars EU (pour 18 mois) Nouvel accord en discussion			les pratiques contemporaines de gestion forestière.		Fin : avril 2019		
6	Google Inc., États-Unis Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial. Non financier. Renouvelé (reconduction tacite tous les ans)		Aider à diffuser le message sur la préservation du PM et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.	Le partenariat propose des visites virtuelles de sites du patrimoine mondial.	Sur la plateforme Google Arts & Culture	Accord de licence. Début : 29 mai 2012	Des discussions sont en cours en vue d'étendre ce partenariat et d'en renforcer les bénéfices pour le patrimoine mondial.	Communication
7	Great Barrier Reef Foundation, Australie Renforcer la résilience face au changement climatique des récifs coralliens dans les sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO 415 723 dollars EU (550 000 dollars australiens) (4 ans) NOUVEAU	109 256	Amélioration des connaissances et de la compréhension au sein du réseau du patrimoine mondial marin pour renforcer la résilience face au changement climatique dans les sites marins du patrimoine mondial.	Partage des connaissances issues de l'Initiative de résilience face aux changements climatiques sur les cinq sites marins du patrimoine mondial pilotes avec le réseau du patrimoine mondial marin et la communauté des aires marines protégées au sens large.	Documentation sur le projet.	Fonds-en-dépôt Début : septembre 2019 Fin : septembre 2022	Le premier projet d'adaptation au changement climatique, d'un montant de 9 millions de dollars EU, a été lancé en 2018 lors de la conférence « Our Ocean » à Bali, en Indonésie. Des discussions sont en cours pour recueillir des ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires afin d'ajouter d'autres sites marins au projet.	Conservation Renforcement des capacités Communautés Patrimoine mondial naturel Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
8	<p>GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande</p> <p>Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial.</p> <p>OUR PLACE fournit des photos pour les galeries du site internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés.</p> <p>Non financier.</p>		Banque de photos enrichie et sensibilisation accrue aux sites du PM.	<p>Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour contribuer à faire connaître les efforts de conservation et le message du PM.</p> <p>Our Place fournit au Centre du patrimoine mondial des photos haute résolution des sites du patrimoine mondial, à des fins de promotion et de communication.</p>	Sur le site internet et dans des expositions organisées par Our Place et présentant des images du PM.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Protocole d'entente signé en 2006.</p> <p>Accord signé en 2008 et terminé en 2012.</p> <p>Nouvel accord Début : mars 2014, modifié en mai 2017</p> <p>Fin : mai 2019</p>	<p>Our Place a photographié plus de 400 sites du patrimoine mondial dans 100 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du patrimoine mondial aux droits exclusifs.</p> <p>Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial.</p>	Communication
9	<p>Fondation Cihang de la province d'Hainan, Chine</p> <p>Redressement et réhabilitation du patrimoine culturel de la vallée de Kathmandu (Népal).</p> <p>999 934 dollars EU (3 ans).</p> <p>Coordination et mise en œuvre par le bureau de Kathmandu avec le soutien du siège.</p>		Création d'emplois et d'opportunités de formation en lien avec le patrimoine culturel du Népal, le tourisme étant essentiel pour l'économie locale.	<p>Suivi, évaluation et réduction des risques pour les monuments et les sites.</p> <p>Étude scientifique des fondations, actions de recherche et de conservation. Création d'une base de données systématique du patrimoine culturel du Népal.</p>		<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : janvier 2017</p> <p>Fin : janvier 2020</p>	Ce projet sera évalué avant son terme en 2020.	Conservation Communautés

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
10	<p>Kobi Graphis, Japon</p> <p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Contribution annuelle de 55 000 dollars EU + royalties.</p>	55 000 + 3 733 (royalties)	Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.	<p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Version Web depuis 2011</p> <p>Application iPad gratuite lancée en 2012.</p> <p>Calendrier vendu par les circuits de distribution de l'UNESCO et de Panasonic. Tirage total de 180 000 exemplaires, dont 4138 ont été vendus en librairie (calendrier 2018).</p>	Calendrier. Site internet. Application iPad.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial</p> <p>Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendement s.</p> <p>Début : 1996</p> <p>Fin : 2019</p>	Ce calendrier a contribué à sensibiliser le public aux sites du patrimoine mondial	Communication
11	<p>Mercedes-Benz, Chine</p> <p>Conservation et gestion des sites chinois du patrimoine mondial.</p> <p>1 680 000 dollars EU (3 ans).</p> <p>Coordination et mise en œuvre par le bureau de Beijing avec le soutien du siège.</p>		Renforcement des capacités, renforcement de l'efficacité de la gestion, moyens de subsistance durables sur les sites du patrimoine mondial, sensibilisation et diffusion auprès du public.	<p>Système d'évaluation de l'efficacité de la gestion du patrimoine mondial avec un mécanisme de rapport annuel, de suivi et de réunions sur les sites naturels chinois du patrimoine mondial.</p> <p>Promotion de moyens de subsistance durables sur les sites du patrimoine mondial en faisant participer plus largement les parties prenantes.</p>	Sur tous les supports de communication du projet	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Phase III</p> <p>Début : janv. 2017</p> <p>Fin : mars 2020</p>	Ce projet cherchera à trouver un équilibre entre conservation et utilisation des sites chinois du patrimoine mondial pour parvenir à un développement économique, social et environnemental durable. Il sera évalué à l'issue de la phase III.	<p>Conservation</p> <p>Communautés</p> <p>Renforcement des capacités</p>
12	<p>Montblanc International GmbH, Allemagne</p> <p>150 000 euros (pour 3 ans)</p>	60 386	Sensibilisation des réseaux de collectionneurs haut de gamme au patrimoine mondial.	3 séries de stylos exclusifs qui sortiront en 2019 et 2020	Sur les supports de communication relatifs à l'initiative	Lettre de contribution au Fonds du patrimoine mondial signée en janvier 2018	Le projet vient de démarrer et sera évalué avant son terme en 2020.	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
						Fin : 2020		
13	<p>Fondation Prince Albert II de Monaco</p> <p>Appui aux activités du Programme marin du patrimoine mondial</p> <p>134 655 dollars EU</p> <p>NOUVEAU</p>	134 501	Progression en vue que des aires marines uniques au monde situées hors des juridictions nationales puissent bénéficier d'une protection au titre de la Convention du patrimoine mondial de 1972	<p>Organisation d'une réunion d'experts juridiques à Monte-Carlo, Monaco, les 11 et 12 décembre 2018.</p> <p>Le rapport sommaire de la réunion d'experts sera publié au printemps 2019.</p>	Documentation sur le projet.	<p>Contribution au Fonds du patrimoine mondial</p> <p>Octobre 2018</p>	Action en cours	<p>Conservation</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p> <p>Communication</p>
14	<p>Seabourn, États-Unis</p> <p>Partenariat stratégique axé sur la sensibilisation à la conservation du patrimoine et au tourisme durable, en mobilisant des ressources durables pour la conservation à long terme du patrimoine mondial.</p> <p>1 282 850 dollars EU (4 ans).</p>	370 000	<p>Sensibilisation accrue et soutien à la protection et à la sauvegarde des biens du patrimoine et du patrimoine mondial, ainsi qu'au développement durable du tourisme par un groupe d'acteurs influent ;</p> <p>Efficacité démontrée de la préservation de la valeur culturelle et naturelle des sites du patrimoine mondial, avec des activités de renforcement des capacités destinées aux gestionnaires de sites et autres acteurs ;</p> <p>Renforcement de l'implication des groupes</p>	<p>Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement de la sensibilisation des acteurs clés avec des activités de communication ciblées.</p> <p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites avec des activités de renforcement des capacités des réseaux transnationaux.</p>	<p>Site internet et clips vidéo.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée expliquant la Convention du patrimoine mondial</p>	<p>Accord-cadre révisé signé en mars 2016</p> <p>Fin : décembre 2019</p>	<p>Le partenariat avec Seabourn a démontré qu'il était possible de sensibiliser et de mobiliser les voyageurs avec un partenaire du secteur privé.</p> <p>Ce soutien a permis au Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable de l'UNESCO de mettre en œuvre son plan d'action et d'obtenir un financement supplémentaire de la Commission européenne de 3 millions d'euros.</p>	<p>Tourisme durable</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
			d'acteurs clés au moyen d'un programme incitatif visant à impliquer les communautés locales et le secteur privé du tourisme présent dans et autour des biens du patrimoine mondial.					
15	The Ocean Foundation Appui aux activités du Programme marin du patrimoine mondial 100 000 dollars EU NOUVEAU	100 000	Amélioration de la conservation de la valeur universelle exceptionnelle du site du patrimoine mondial du Parc national de Komodo.	Appui technique au Programme marin du patrimoine mondial en vue d'achever le plan de gestion des zones marines du Parc national de Komodo.	Documentation sur le projet.	Contribution au Fonds du patrimoine mondial Août 2018	Action en cours	Conservation Renforcement des capacités Patrimoine mondial naturel
16	TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS. Depuis 2006 : 40 000 dollars EU par an. Renouvelé (reconduction tacite tous les ans)	40 000	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	670 films ont été produits.	Sur les documentaires et les brochures du projet.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial. Accord avec la FNUAJ en 1996. Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006.	Audience mondiale. Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 40 millions (moyenne estimée pour 2017).	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2018 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
17	ZDF, Allemagne Production d'une série télévisée sur les sites du patrimoine mondial et les problèmes de conservation. 200 000 euros (2 ans) NOUVEAU	115 741	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	50 sites du patrimoine mondial seront filmés dans 15 pays du monde.	Dans les documentaires.	Accord de partenariat signé en avril 2018 Fin : décembre 2020	Audience mondiale. Audience estimée par documentaire : 10 millions de téléspectateurs	Communication

Tableau 2 - Inventaire des partenariats du patrimoine mondial envisagés en février 2018 (par ordre alphabétique)

N°	Partenaire	Description
1	Hachette Children Group, Royaume-Uni	<p>Co-publication d'un livre pour enfants sur le patrimoine mondial (« Saving our World Heritage ») et d'une série de six livres pour enfants sur le patrimoine mondial dans les régions.</p> <p>Avance de 10 000 livres sterling contre des royalties de 12,5 % des recettes nettes.</p>
2	National Tokens, Belgique	<p>Élaboration d'un programme de pièces souvenirs du patrimoine mondial permettant de sensibiliser à la Convention du patrimoine mondial, d'affirmer une identité visuelle commune sur les sites du patrimoine mondial participant au programme et de collecter des fonds grâce à une collection de pièces destinées à être vendues sur les sites du patrimoine mondial.</p> <p>Les recettes seront partagées entre le Fonds du patrimoine mondial, les sites du patrimoine mondial et le partenaire de mise en œuvre (National Tokens).</p>